

La CITE

JOURNAL BIMENSUEL

POLITIQUE • CULTURE • SOCIÉTÉ

24 NUMÉROS PAR AN

LA SUISSE, PLAQUE TOURNANTE DE LA CORRUPTION ARGENTINE

Des banques et une fiduciaire suisses se retrouvent sous la loupe de la justice dans une affaire d'argent douteux portant sur 5 milliards de dollars. À la manœuvre, il y aurait un entrepreneur argentin qui a fait fortune grâce aux époux Kirchner. Après l'affaire Menem, entre la Suisse et l'Argentine, les circuits de la corruption continuent de tourner à plein régime. *Pages 4 à 6*



EN AOÛT DERNIER, UNE PROTESTATION DE RUE DANS LA CAPITALE ARGENTINE DÉNONCE LE COUPLE KIRCHNER COMME LE RESPONSABLE DE LA CRISE MORALE QUE TRAVERSE LE PAYS.

© KEYSTONE / AP PHOTO / NATACHA PISARENKO / BUENOS AIRES, 8 AOÛT 2013

SSO, label spatial suisse en orbite discrète

Après avoir contribué à des missions célèbres, le *Swiss Space Office* devrait bientôt faire reparler de lui. En 2017, il lancera le satellite CHEOPS pour analyser les systèmes solaires lointains. Mais ses exploits passent le plus souvent inaperçus.

Page 2

Berlin: du devoir au travail de mémoire

La notion de «devoir de mémoire» est souvent associée à celle de «travail de mémoire», sans distinction claire. L'exemple de Berlin montre le rôle central de la temporalité dans ce travail. Troisième et dernier volet de cette série mémorielle.

Pages 8-9

Varanasi, la longue route vers l'UNESCO

Cela fait des années que la ville de l'Uttar Pradesh, site de pèlerinage et de tourisme, tente d'être reconnue au patrimoine mondial de l'UNESCO. Mais entre enjeux divergents et inertie, le chemin est sinueux. Reportage.

Pages 10-11

«Avant, la fidélité des lecteurs était politique»

Serge Lafaurie, ex-directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, ouvre notre série sur «ceux qui font les journaux». Rencontre avec un observateur de tous les instants d'un demi-siècle de vie politique et médiatique en France.

Pages 14-15



SOMMAIRE

PREMIER CAHIER

GRAND ANGLE / PAGES 4-6
Entre la Suisse et l'Argentine, les circuits de la corruption reprennent du service

INTERNATIONAL / PAGES 8-9
Temporalité et responsabilité: du devoir au travail de mémoire

Troisième et dernier volet de la trilogie sur les monuments et la «mémoire» à Berlin

INTERNATIONAL / PAGES 10-11
Varanasi, la longue route vers l'UNESCO

ATELIER / PAGE 12
KAIROS, Sandrine Pelletier et Olivier Ducret, 2012. Vidéo, 6' 28". Audio: Lugano Fell. Courtesy of Super Window Project

DEUXIÈME CAHIER

CLAIR-OBSCUR / PAGES 13-17
Premier volet de la série «Ceux qui font les journaux»

– «La fidélité des lecteurs était politique. Aujourd'hui, cet intérêt est fluctuant»

Interview de Serge Lafaurie, ancien directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*

– «La liberté du journaliste, c'est de pouvoir être d'un autre avis»

Interview de Roger Koepfel, propriétaire et rédacteur en chef de la *Weltwoche*

ATELIER / PAGES 18-19
HOMEWORK, 2013.
1560 x 800 mm
Designer: Tomas Kral (*1979)
www.tomaskral.ch

S'IL FALLAIT LIRE... / PAGE 20-21
La paire de famille

Rencontre avec Olivier Poivre d'Arvor, directeur de France Culture

S'IL FALLAIT LIRE... / PAGE 22-23
«Shoe Shine»

Rester dans la bande rugueuse et avancer sur le fil, les pieds qui regardent toujours en avant, même quand ils reviennent en arrière

C'est «Café Noir», cinquième Par Joseph Incardona

ULTIMO / PAGE 24
La Xle Nuit du court ouvre la porte de la chambre, huis clos intime des rapports sociaux

SSO, label spatial suisse en orbite discrète

Après avoir contribué à des missions célèbres, le *Swiss Space Office* devrait bientôt faire reparler de lui. En 2017, il lancera le satellite CHEOPS pour analyser les systèmes solaires lointains. Mais ses exploits passent le plus souvent inaperçus.

Le SSO est un acronyme obscur, que les citoyens suisses sont facilement pardonnables de ne pas reconnaître, tant il est peu mentionné dans la presse. C'est celui du *Swiss Space Office*, bureau des affaires spatiales suisses chargé de coordonner les efforts de la Suisse dans l'exploration de notre système solaire en particulier, et de l'univers en général. Son relatif anonymat peut être expliqué par le fait qu'il n'est pas une entité indépendante, mais un membre du plus large ESA, ou *European Space Agency*.

Mais il serait réducteur de considérer le SSO comme le petit contributeur d'une institution qui le phagocytait. Premièrement à cause de son histoire de pionnier dans le domaine de l'exploration de l'espace, histoire aussi étroitement liée à celle des agences spatiales européennes: la Suisse est en effet l'un des dix pays ayant pris part à la fondation de l'ESRO, ou *European Space Research Organisation*, en 1964, qui formera les prémices de l'ESA. Elle participera, en 1968, à la construction de ESRO-1A, le premier satellite de l'agence. De l'autre côté de l'Atlantique, la Suisse fournira des instruments de mesure, mis au point par l'Université de Berne, pour le célèbre programme *Apollo 11* — instruments qui seront utilisés par Edwin «Buzz» Aldrin lorsqu'il foulera le sol lunaire en 1969.

UN BUDGET DE 200 MILLIONS DE FRANCS

En 1975, l'ESRO fusionne avec l'ELDO, le *European Launcher Development Organisation*, une institution dont le but était de construire un *launcher* européen, c'est-à-dire une fusée capable de transporter une mission habitée ou des satellites, pour former l'actuelle ESA. La société suisse RUAG Space fabrique les coiffes des fusées — un élément important puisqu'il s'agit du fuselage de la proue, qui protège l'objet transporté — pour chacun des cinq programmes européens Ariane.

Ces coiffes sont par ailleurs reconnues et utilisées à travers le monde. 1988 voit le commencement d'une collaboration entre l'industrie horlogère suisse et l'Observatoire de Neuchâtel, qui mènera au développement de l'horloge atomique par l'entreprise Spectratime, dont la précision ne baisse que de trois secondes en un million d'années; ce type d'instrument étant nécessaire à la bonne navigation des satellites — un millième de seconde d'écart entre l'heure du satellite et celle du centre de commandement pouvant mener à des erreurs de plus de trois cent mètres —, l'horloge atomique est devenue incontournable, et Spectratime a obtenu des contrats avec de nombreuses agences spatiales à travers le monde.

À ce jour, le SSO emploie plus de huit cents personnes et a accès à un budget d'environ 200 millions de francs, faisant de lui, d'une part, le septième contributeur au budget annuel de quatre milliards d'euros de l'ESA, et d'autre part, le dix-septième programme spatial le mieux doté de la planète. Le programme est sous l'autorité du SER, le Secrétariat d'État à l'éducation et à la recherche, sous la responsabilité de Mauro Dell'Ambrogio depuis 2008. Le Tessinois assume, par ailleurs, depuis 2012 et jusqu'en 2015, le rôle de coprésident, avec le Luxembourg, du conseil ministériel de l'ESA, dont l'édition de cette année a conduit, après des négociations s'étalant sur trois jours, à un report d'Ariane 6 (dont les coiffes seront fournies par RUAG Space) à la prochaine décennie, l'ESA se contentant

d'une version améliorée d'Ariane 5 jusqu'en 2021. Malgré son poids dans l'industrie spatiale, et les cinquante-quatre entreprises privées qui, chaque année, inventent et réinventent la technologie futuristique que requiert le monde de l'exploration de la voûte céleste, il n'est qu'un seul Suisse qui n'ait jamais enfilé une combinaison d'astronaute et quitté l'atmosphère terrestre: Claude Nicollier.

Bien qu'il n'ait plus porté son scaphandre spatial depuis 1999, l'astronaute né à Vevey comptabilise un total de quarante-deux jours dans l'espace, et travaille maintenant, à soixante-neuf ans, comme professeur de technologies spatiales à l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Dans sa carrière, il aura visité la station spatiale soviétique MIR, et voyagé à bord du *Space Shuttle*, il aura pu réparer les systèmes du satellite *Hubble*, et aura été le premier astronaute de l'ESA à effectuer un *spacewalk*, une sortie en combinaison hors de la navette spatiale.

CAP SUR LES EXOPLANÈTES

Le SSO devrait bientôt faire reparler de lui. En 2017, il lancera le satellite CHEOPS (*Characterizing Exoplanet Satellite*), construit par l'université de Berne, qui sera le premier capable d'estimer, grâce à la photométrie, la masse des exoplanètes des systèmes solaires lointains, particulièrement ceux sur lesquels on ne dispose que très peu d'informations. Ainsi, il pourra déterminer si ces exoplanètes possèdent une atmosphère ou non.

Pendant trois ans et demi, ce satellite suisse d'environ un mètre cube et de deux cents kilos sondera les profondeurs spatiales, pour une mission de type S (pour *small*), dont le but est d'étudier les conditions nécessaires à la formation d'une planète et l'éclosion de la vie; symboliquement, il représente un hommage aux scientifiques Michel Mayor et Didier Queloz, qui identifieront en 1995 la première exoplanète orbitant autour d'une étoile autre que le soleil.

Dans les futures collaborations du SSO avec les projets de l'ESA, on peut inclure l'altimètre à laser BELA, fabriqué en collaboration avec l'Allemagne, qui peut cartographier la géographie d'une planète au mètre près, à partir d'un satellite en orbite envoyé à une altitude de sept cents kilomètres; l'instrument sera utilisé dans le cadre de l'expédition Bepicolombo, un satellite qui partira en 2015 pour un périple de six ans à destination de Mercure, où il passera deux ans à recenser les montagnes et les vallées de cette planète méconnue.

Ainsi, la Suisse, toujours aussi discrète, toujours aussi peu flamboyante, poursuit sans relâche ses efforts vers la compréhension du cosmos et son exploration; et bien que l'Helvète moyen ne pense peut-être pas tous les jours au grand nombre de ses concitoyens qui font avancer, petit à petit, le monde vers le futur, leur contribution indéniable à la science se matérialisera un jour.

Lorsque les regards européens se tourneront à nouveau vers la lune, et lorsque, avec la collaboration du SSO, l'ESA aura enfin accompli son dessein depuis longtemps préparé, peut-être qu'alors, au-dessus d'une base lunaire se dressera le drapeau suisse à croix blanche, maladroitement attaché à quelques tiges de métal, pour qu'on croit qu'il flotte fièrement au vent.

LUCA MARTI



LE SUISSE CLAUDE NICOLLIER A ÉTÉ LE PREMIER ASTRONAUTE DE L'EUROPEAN SPACE AGENCY À EFFECTUER UN SPACEWALK, SORTIE EN COMBINAISON HORS DE LA NAVETTE SPATIALE.

© KEYSTONE, YOSHIKO KUSANO, ARCHIVES

LA QUINZAINE

IMPRESSUM

Éditeur
Association La Cité
022 800 14 30, Genève

Rédacteur en chef
Fabio Lo Verso

Directeur de la publication
Sébastien Meyer

Correspondante à l'ONU
Luisa Ballin

Rédaction Case postale 982
1001 Lausanne
info@lacte.info
tel. +41 21 800 40 00
www.lacte.info/contact

Abonnements abos@lacte.info
tel. +41 21 800 40 00
www.lacte.info

Collaboration *Tages Woche*,
hebdomadaire, Bâle
Ciné-Bulletin
mensuel, Genève et Zurich

Impression
Pressor, Delémont

Entre la Suisse et l'Argentine, les circuits de la corruption reprennent du service

Des banques et une fiduciaire suisses se retrouvent sous la loupe de la justice dans une affaire d'argent douteux portant sur 5 milliards de dollars. À la manœuvre, il y aurait un entrepreneur argentin qui a fait fortune grâce au réseau des époux Kirchner. Le livre d'un journaliste argentin établi à Genève fait la lumière sur cette enquête. PAR FEDERICO FRANCHINI



UNE MANIFESTATION ENVAHIT LES RUES DE LA CAPITALE ARGENTINE POUR PROTESTER CONTRE L'INFLATION, LA RECURRENCE DE LA VIOLENCE ET LA CORRUPTION QUI SÉVIT DANS LE PAYS.

© KEYSTONE / AP PHOTO / NATACHA PISARENKO / BUENOS AIRES, 8 AOÛT 2013

Zurich, 11 novembre 2003. Le ministre argentin de la justice, Gustavo Béliz, rencontre son homologue suisse Ruth Metzler ainsi que la cheffe de la diplomatie helvétique, Micheline Calmy-Rey. Au centre des discussions: la requête argentine d'accéder au compte suisse attribué à l'ex président Carlos Menem¹. «Jamais notre pays ne s'est montré aussi déterminé à rechercher la vérité et à consolider la lutte contre l'impunité et la corruption. Ma visite en Suisse en est la preuve», déclarait le ministre argentin. Mais Gustavo Béliz n'a pas eu le temps de poursuivre cette lutte. Le 24 juillet 2004, il est destitué par le président Néstor Kirchner.

Journaliste d'investigation argentin établi de longue date à Genève, Juan Gasparini a mené durant cinq ans une enquête sans relâche pour suivre le circuit de l'argent de la corruption argentine. L'aboutissement de ce travail a été la publication, en 2009, du livre *El pacto Menem-Kirchner* qui montre comment les parcours de ces deux adversaires politiques se rejoignent en Suisse. Peu après le licenciement de Gustavo Béliz, laissant entendre que Néstor Kirchner ne voulait pas s'intéresser à l'argent suisse de Carlos Menem, on apprend l'existence d'un compte au Crédit Suisse de

Zurich, contenant quelque 500 millions de dollars, sortis d'Argentine et appartenant à la province de Santa Cruz, gouvernée à l'époque par Néstor Kirchner. En 2008, la province parvient à faire rapatrier 390 millions de dollars. On ignore toujours où est passée la quasi totalité du montant manquant.

«SCANDALE DE LA DÉCENNIE»

L'espoir de lutter contre la corruption, alimentée en 2003 par l'élection de Néstor Kirchner, a été vite balayée. Financement électoral, fortune personnelle et opérations immobilières, depuis 2008 le couple présidentiel Néstor et Cristina Kirchner a été frappé par plusieurs accusations. Aujourd'hui, la présidente Cristina Kirchner est éblouée par un nouveau scandale qui, depuis le mois d'avril, défraie la chronique argentine. On parle de l'existence d'un système, complexe et huilé, de corruption et de blanchiment, créé par son défunt mari disparu en 2010.

Le scandale s'étend jusqu'en Suisse. Selon les documents judiciaires argentins, dont nous sommes en possession, la fiduciaire Helvetic Services Group de Lugano et des banques helvétiques auraient joué un rôle prépondé-

rant dans cette affaire, qui fait l'objet d'une enquête pénale pour présomption de blanchiment d'argent ouverte par le Ministère public de la Confédération (MPC).

Pour mieux comprendre comment cette société tessinoise aurait joué un rôle central dans ce qui est désormais défini comme «le plus grand cas de corruption de la décennie», il faut remonter au 14 avril 2013. Comme chaque dimanche, le canal *El Trece* diffuse la célèbre émission *Periodismo Para Todos* qui, ce jour-là, fait l'effet d'une bombe. Elle attaque directement le pouvoir politique et conjugal des Kirchner.

La thèse du présentateur, le journaliste Jorge Lanata, est que, derrière la fortune du couple présidentiel², se cache une énorme somme d'argent inconnue et non déclarée, générée par un mécanisme de recyclage de pots-de-vin. Au cœur de ce système, un homme: Lázaro Báez, ami de longue date de Néstor Kirchner. En 1990, lorsque l'ex-président était maire de Rio Gallegos, Lázaro Báez, alors employé de banque, organise sa campagne pour gouverner la province de Santa Cruz. Lorsque, un an plus tard, Néstor Kirchner devient gouverneur de cette province, Lázaro Báez est alors nommé directeur de la prin-

cipale banque de la région. Et l'ascension de Báez devient inarrêtable, quand, en 2003, son ami Néstor devient président de la république. Dans les secteurs de la construction et de l'exploitation pétrolière, Báez aurait gagné de juteux appels d'offres publics lui permettant de réaliser quelque 1,2 milliard de dollars de chiffre d'affaire en dix ans, selon ses propres dires.

L'émission du canal *El Trece* atteint un point de tension maximale avec l'interview de Leonardo Fariña, collaborateur supposé de Lázaro de Báez et de Federico Elaskar, propriétaire de la société financière SGI. Fariña, selon lequel l'entrepreneur de Santa Cruz contrôlerait une fortune de 5 milliards de dollars, admet sa participation à l'évasion de fonds issus des contrats publics obtenus par les sociétés de Lázaro Báez. Pour sa part, Federico Elaskar détaille la méthodologie financière utilisée pour déposer illégalement, dans une banque genevoise, quelque 50 millions d'euros appartenant à cette fortune³.

La confession publique des deux hommes est une sorte de vengeance médiatique. Federico Fariña aurait été l'émissaire de Lázaro Báez dans SGI et aurait empêché une partie de l'argent que son chef lui avait ordonné d'ache-miner vers la Suisse. Quand Lázaro Báez le découvre, il devient furieux et contraint brutalement Federico Elaskar à vendre SGI à Helvetic Services Group, la fiduciaire de Lugano jusque-là méconnue.

CONSTELLATION DE SOCIÉTÉS ÉCRANS

La perte de sang froid de Báez a été l'erreur déterminante: en humiliant Elaskar, il pousse ce dernier à tout raconter au journaliste Jorge Lanata et à exposer de ce fait Helvetic Services Group à l'attention des médias. Et des juges. Après l'émission, la justice argentine ouvre deux enquêtes, l'une pour blanchiment d'argent et l'autre pour extorsion. Cette dernière est confiée à la juge María Gabriela Lanza et au procureur José María Campagnoli. Ancien secrétaire de l'ex ministre anticorruption Gustavo Béliz, Campagnoli dirige la *Unidad Fiscal de Investigación de Delitos con Autor Desconocido* (UFIDAD), une équipe de jeunes enquêteurs très motivés.

En investigant sur la cession «abrupte» de SGI à Helvetic Services Group, le *team* du procureur Campagnoli révèle rapidement l'existence d'un système présumé de corruption et blanchiment d'argent en place depuis une décennie. Un système qui impliquerait directement Néstor Kirchner et Lázaro Báez.

Cela a pu être reconstitué en retraçant l'histoire d'Helvetic Services Group, dont la première apparition dans les registres officiels argentins survient en 2007: elle figure comme l'entité qui contrôle la totalité d'une société nommée Eyden Group LLC. Originnaire du paradis fiscal étasunien du Nevada, Eyden Group LLC a été enregistrée en 2006 à Las Vegas par MF Corporate Services. Cette dernière est une filiale du bureau juridique panaméen Mossak & Fonseca (M&F), sorte de leader mondial dans la création de sociétés de couverture. Dans le bulletin officiel argentin, la société qui administre Eyden Group LLC est une entité nommée Aldyne LTD⁵. Cette dernière — dont le rôle est fondamental aux



yeux des enquêteurs — a établi son siège dans le paradis fiscal des îles Seychelles, où elle est dirigée par deux citoyens suisses et administrée par M&F⁶. La consultation du registre officiel du Nevada permet au procureur d'identifier 148 compagnies⁷ créées à Las Vegas entre le 30 juillet 2002 et le 15 octobre 2010, toutes enregistrées à la même adresse; toutes ont été créées par M&F et sont administrées par Aldyne LTD.

Selon l'analyse du procureur José María Campagnoli, c'est avec la mort de Néstor Kirchner que se conclut, en octobre 2010, la «première phase» de la gestion du trésor caché attribué à l'ancien président. Un patrimoine qui, administré à travers des dizaines de sociétés écran, aurait eu en réalité un seul trésorier:

Lázaro Báez. Le décès de Néstor Kirchner ouvre du coup la «deuxième phase» de la présumée machine à blanchir. Une phase caractérisée par la montée en puissance de Helvetic Services Group.

Lorsque Juan Gasparini publie son livre-enquête *El pacto Menem-Kirchner* en 2009, il affirme que cet ouvrage est le dernier de sa carrière. Mais il ne peut pas résister à la tentation de se pencher sur ce nouveau scandale qui lie, encore une fois, la Suisse et l'Argentine. C'est ainsi qu'en ce mois d'octobre, il publie, en Argentine, *Las bóvedas suizas del kirchenismo*, fruit d'un travail d'investigation dans lequel il s'est investi, corps et âme. Aidé par le documentaliste Andrés Ballestreros, il a suivi le chemin présumé de l'argent sale à travers une mul-

Las bóvedas suizas del kirchenismo, ou «Les coffres-forts suisses du kirchenismo», livre-enquête du journaliste Juan Gasparini, vient de sortir en Argentine. L'auteur a suivi la piste présumée de l'argent du couple présidentiel Néstor et Cristina Kirchner à travers une multitude de sociétés écrans, d'investissements opaques et de détournements financiers à travers l'Argentine, la Suisse et plusieurs paradis fiscaux.

LÉGENDE DES PHOTOS:

EN HAUT: LA PRÉSIDENTE ARGENTINE CRISTINA KIRCHNER ET L'ENTREPRENEUR LÁZARO BÁEZ LORS DE L'ENTRETIEN DE LA MÈRE DE NÉSTOR KIRCHNER À SANTA CRUZ. © KEYSTONE / AP OR / FRANCISCO MUNOZ, 18 FÉVRIER 2013.

EN BAS: SIÈGE DE HELVETIC SERVICES GROUP À LUGANO. © DAVIDE ROTODÓ / TIO 20 MINUTI / 29 AOÛT 2013.

titude de sociétés écrans, d'investissements opaques et de détournements financiers à travers l'Argentine, la Suisse et plusieurs paradis fiscaux. Son hypothèse: Lázaro Báez aurait infiltré le système financier suisse au moyen de prête-noms et de sociétés fictives avec pour but de blanchir de l'argent sale. Une affaire qui, selon l'auteur, ne ferait que répliquer les déboires des deux derniers ex-présidents argentins en Suisse. Avec, cette fois-ci, une nouveauté substantielle: la participation supposée de Helvetic Service Group, société fiduciaire enregistrée au Tessin, et soumise au contrôle des services financiers de la Confédération.

Fondée à Lugano, le 14 novembre 2005, Helvetic Services Group est une société à ca-

lesquelles une relation d'affaires avec HSG a pu être établie.

De l'enquête, il ressort aussi que les actionnaires ou les administrateurs de ces compagnies seraient, soit Helvetic Services Group elle-même, soit des sociétés contrôlées par Ramos, son neveu Javier Martin Vanella (représentant légal de Helvetic Services Group en Argentine) ou bien d'autres personnages composant le cercle proche de Lázaro Báez.

Autrement dit, derrière le mur de compagnies écran supposées être des clients potentiels de Helvetic Services Group, se dissimulerait, encore une fois, un seul propriétaire: Lázaro Báez, l'homme qui, depuis la mort de Néstor Kirchner, administrerait une fortune



IL Y A DIX ANS, LE MINISTRE ARGENTIN DE LA JUSTICE GUSTAVO BÉLIZ CHERCHAIT UNE ENTENTE FORTE AVEC SON HOMOLOGUE SUISSE RUTH METZLER. © KEYSTONE / WALTER BIERI / ZÜRICH, 11 NOVEMBRE 2003

pital limité — 100 000 francs — avec actions au porteur. Dans le registre du commerce, figurent depuis le début deux noms: Claudio Giovanni Fontana, un Tessinois qui possède, à la même adresse que la Helvetic Services Group, sa propre société fiduciaire gérée avec sa femme Carmen, et Néstor Marcelo Ramos, avocat, citoyen italien et argentin, qui dirige des sociétés en Suisse, en Amérique latine, aux États-Unis, en Espagne, en Angleterre, en Irlande et en Nouvelle Zélande¹.

FACE VISIBLE DE LA MÉDAILLE

Une filiale de Helvetic Services Group s'installe à Buenos Aires en 2007. Dans le bulletin officiel argentin, il apparaît que le capital de la société est détenu par Néstor Marcelo Ramos (37%) et par Verena Ursula Fontana (63%), avocate et notaire à Chiasso, sœur de Claudio Giovanni. Pour le procureur José María Campagnoli, Ramos est l'«énigmatique homme de paille» de Lázaro Báez². Néstor Ramos, Claudio Giovanni Fontana et Verena Ursula Fontana figurent parmi les personnes que le procureur souhaiterait entendre³.

Selon Juan Gasparini, Ramos et Fontana seraient la face visible de la médaille. Comment expliquer sinon qu'une société affichant un capital de 100 000 francs puisse acheter une telle quantité de biens (immeubles, sociétés, terrains, etc.) en Argentine et dans d'autres pays, dont la Suisse, comme le prouve l'enquête de Campagnoli. Ce dernier a également retracé une galaxie d'une cinquantaine de sociétés dans plusieurs pays, dont la Suisse, avec

estimée à cinq milliard de dollars. Au centre de ce stratagème présumé: la société fiduciaire Helvetic Services Group.

FUITE DES CAPITAUX

Federico Elaskar a raconté comment il a fait sortir, illégalement, 50 millions d'euros d'Argentine. Cet argent liquide (en billets de 500 euros) est arrivé en avion privé en Uruguay, puis, à travers des sociétés fictives aux Caraïbes, il a atterri en Suisse dans un compte ouvert chez Lombard Odier à Genève, sous la couverture de Teegan Inc., société du Belize, implantée à Panama. Dont l'ayant droit économique est Martin Báez, fils de Lázaro.

Contacté par *Le Temps* en juillet dernier⁴, Lombard Odier a admis que Martin Báez a entrepris «une courte relation bancaire» avec l'établissement. Pendant cette période, le procureur Campagnoli a aussi pu établir que deux voyages ont été effectués par Martin Báez au bout du lac Léman.

Le compte a été clôturé l'an dernier. Le solde, vraisemblablement de plusieurs millions de dollars, aurait été transféré vers une autre banque à Genève. Selon le *Tages Anzeiger*⁵, il s'agirait de la J. Safra Sarasin Ltd, filiale helvétique de la banque brésilienne J. Safra. Créée en janvier 2013 suite à l'absorption de l'historique établissement privé Sarasin, J. Safra Sarasin Ltd avait vu partir cinq anciens cadres de la banque bâloise. Ces derniers étaient considérés comme des précurseurs de la stratégie de l'argent propre⁶. Le 19 juin 2013, le procureur Campagnoli remet à la

juge Lanza un rapport d'enquête dans lequel il explique comment l'argent noir est transformé en argent propre en Argentine. Selon lui, la maison mère de Helvetic Services Group, à Lugano, aurait investi à travers «un ou plusieurs comptes» auprès de la banque J. Safra la somme de 25 millions d'euros dans des titres de la dette souveraine d'Argentine⁷. Ensuite, ces titres ont été mis en liquidité par une société boursière qui les aurait transformés en pesos grâce à des chèques en faveur de la filiale argentine de Helvetic Services Group. Ces mêmes chèques ont été encaissés entre décembre 2012 et avril 2013 au profit d'Austral Construcciones, la société leader de M. Báez.

UNE BANQUE SUISSE DÉNONCE

À la fin avril, le MPC communique qu'il enquête sur cette affaire suite à une annonce au Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS) effectuée par une banque. Selon les règles en vigueur, la banque par laquelle entrent les capitaux dans le pays doit être établie en Suisse, et elle est aussitôt appelée à dénoncer les opérations suspectes et le dépôt d'argent douteux. La question est donc de savoir quelle est la banque qui a dénoncé l'affaire. Ou, plutôt, de savoir quelle est ou quelles sont les banques qui, en quête de liquidités, auraient ouvert, depuis 2005, des comptes pour Helvetic Services Group.

Si, côté argentin, on connaît plusieurs éléments de l'enquête judiciaire, côté suisse, nous n'avons pas réussi à en savoir davantage. Par sa porte-parole, Jeanette Balmer, le MPC nous a confirmé que l'enquête progresse et que l'analyse des flux financiers en cours permet d'effectuer d'autres démarches qu'il n'est pas possible de divulguer pour l'heure. Si la Suisse a souvent été le terrain où ont prospéré les affaires de corruption argentine, cette fois-ci, ce sont des sociétés de droit suisse qui pourraient avoir joué un rôle actif. Mais pour remonter à l'origine de l'argent et reconstituer ses mouvements, la Confédération n'aura hypothétiquement plus besoin, comme dans le passé, de la coopération judiciaire avec Buenos Aires.

1. L'affaire Menem, qui a défrayé la chronique judiciaire depuis 2001, a connu son épilogue le 18 juillet dernier, lorsque le Tribunal pénal fédéral de Bellinzona a confirmé la décision prise par le procureur genevois Jean-Bernard Schmid de rendre à l'Argentine le compte non déclaré que Carlos Menem avait ouvert à l'UBS de Genève. Lire à ce propos *La Cité* du 13 au 27 septembre 2013, où Juan Gasparini livre le récit des faits.

2. http://www.swissinfo.ch/fr/index/Un_ministre_argentin_relance_laffaire_Menem.html?cid=3612276

3. La fortune privée du couple Kirchner est passée, depuis l'élection de Néstor Kirchner en 2003 jusqu'à sa mort en 2010, de 1,4 million à plus de 14 millions de dollars.

4. Malgré leur confession publique, Leonardo Fariña et Federico Elaskar ont toutefois démenti leurs déclarations.

5. Dans un communiqué publié le 14 juin 2013 sur son site web, Helvetic Services Group affirme qu'elle n'a jamais maintenu et ne maintient aucun contrat, accord ou type de relations juridiques ou commerciales ou toute autre forme avec Aldyne LTD.

6. Les deux directeurs suisses sont Vadim Canale et Gianpiero Addis Melaiu. Ce dernier détenait plusieurs mandats financiers en Suisse et était accrédité comme consul honoraire de l'État du Vanuatu.

7. Parmi ces 148 compagnies, 5 avaient établi leur filiale à Lugano. Elles étaient administrées par Gianpiero Addis Melaiu, Vadim Canale ainsi que par des avocats panaméens et par Aldyne LTD. Elles ont été liquidées le 8 décembre 2008.

8. Le 28 août dernier, Claudio Giovanni Fontana démissionne, la fonction de président de Helvetic Services Group est alors occupée par Néstor Ramos. Contacté par e-mail, celui-ci a refusé de répondre à nos questions.

9. Néstor Ramos affirmait pourtant au quotidien tessinois *20minuti* de n'avoir «jamais rencontré» M. Báez.

10. Le procureur Campagnoli a été contesté par la défense des accusés qui a demandé sa récusation. Le 29 août, le juge la M. G. Lanza rejetait cette contestation. Trois juges de la chambre criminelle et correctionnelle doivent maintenant se prononcer sur les recours contre cette décision. Ce verdict devrait tomber prochainement.

11. Carole Vann et Juans Gasparini, «La Suisse enquête sur une affaire de blanchiment liée à l'Argentine», *Le Temps* du 6 juillet 2013.

12. Philippe Reichen, *Sieckweise Geld für Safra*, *Tages Anzeiger*, 6 juillet 2013.

13. Emmanuel Garressu, «L'exode de directeurs s'accélère chez Sarasin», *Le Temps*, 28 mai 2013.

14. Les services de la banque J. Safra n'ont pas souhaité répondre à nos questions.

SAISON 2013/14
THEATRE-LES-HALLES.CH
SIERRE
027/452 02 90

ISSAM PARRAIN DE «LA MAISON D'ANTAN»
OSCAR GÓMEZ MATA
18 et 19 oct.
24 et 25 oct.

Photo: Patricio Lopez / Anso-Information

avec le soutien de:

Sita Pottacheruva
 Photos Stéphanie Schulz

Le guide des
balades cyclolittéraires
A vélo sur les traces des écrivains
21 circuits dans les villes romandes

FAVRE

11^E NUIT DU COURT MÉTRAGE TOURNÉE 2013

GENÈVE • Cinémas du Grütli, vendredi 4 octobre
 SAINTE-CROIX • Cinéma Royal, samedi 5 octobre
 SION • Cinéma Arloquin, vendredi 11 octobre
 LUGANO • Cinéma Lux, vendredi 18 octobre

FRIBOURG • Cinémas Rex, vendredi 25 octobre
 DELÉMONT • Cinéma La Grange, samedi 26 octobre

YVERDON • Cinéma Bel-Air, vendredi 1er novembre
 MORGES • Cinéma Odéon, vendredi 8 novembre
 LA CHAUX-DE-FONDS • Cinéma ABC, vendredi 15 novembre
 NEUCHÂTEL • Cinéma Studio, samedi 16 novembre
 LAUSANNE • Pathé les Galeries, vendredi 22 novembre

www.nuitducourt.ch

CONCOURS
 5 X 2 INVITATIONS
 POUR LES PROCHAINES VILLES
 FRIBOURG • DELÉMONT
 À GAGNER POUR LES LECTEURS
 DE LA CITÉ !

Participation: envoyez un courriel à nuitducourt@swissfilms.ch
 avec nom et prénom et mention de la ville souhaitée.
 Les invitations seront remises aux plus rapides d'entre vous.

Suivez-nous sur: NuitduCourt @NuitduCourt



Temporalité et responsabilité: du devoir au travail de mémoire

La notion de «devoir de mémoire» est souvent associée à celle de «travail de mémoire», sans distinction claire. Pourtant, l'exemple de Berlin met en évidence, par la sophistication et la diversité des processus et projets commémoratifs, l'importance d'un «travail de mémoire» dynamique, processuel, dialogique et critique, au-delà des injonctions au «devoir de mémoire», ainsi que le rôle central de la temporalité dans ce travail. PAR SYLVIE RAMEL

Marcher dans Berlin, c'est déambuler dans une mémoire travaillée, transformée, mise en scène. Il y a différents angles d'approche: on peut passer sans rien voir, on peut voir sans rien comprendre, mais il y a presque partout matière à réflexion. En un sens, Berlin est d'ailleurs un véritable laboratoire dans lequel explorer la tension entre travail et devoir de mémoire.

Dans la réflexion du philosophe Paul Ricoeur, le «travail de mémoire» est un concept dynamique, une sorte d'équilibre entre abus de mémoire et oubli¹. De ce point de vue, le «devoir de mémoire» pencherait du côté de l'abus de mémoire, avec la conséquence pourtant paradoxale de faciliter le processus d'oubli. Un processus d'oubli qui n'est cependant ni bon, ni mauvais en tant que tel.

En effet, l'oubli est parfois nécessaire, momentanément, ou sur la longue durée, afin de faire face aux défis d'une reconstruction démocratique et d'une refondation du politique en un espace public partagé. La question-clé

reste toutefois celle de la temporalité: si un oubli, même momentané, peut être nécessaire pour tourner la page, une transformation de celui-ci en amnésie complète et durable n'est pas nécessairement souhaitable pour autant.

Dans le cas concret de Berlin, à force de remémorations et commémorations, la mémoire des victimes des deux grands totalitarismes du XXe siècle est certes honorée, mais au double risque de la banalisation et de la réification. Banalisation par la multiplication des lieux de mémoire. Réification par l'essor d'un tourisme mémoriel se focalisant sur la visite de ces lieux emblématiques, authentiques, ou symboliques.

DE LA MÉMOIRE À LA RÉMÉMORATION

En ce sens, Andreas Huyssen, qui évoque les processus de «monumentalisation» et «mémorialisation» dans une perspective globale et sous l'angle de la mise en récits, suggère même que la surenchère mémorielle allemande

risque, au final, de signifier l'invisibilité de cette même mémoire².

Cependant, les historiens Jay Winter et Emmanuel Sivan, évoquant le rapport entre mémoires individuelles et collectives, ouvrent la perspective d'analyse. Dans l'introduction à leur ouvrage collectif sur les guerres et processus de commémorations au XXe siècle, ils suggèrent en effet de remplacer le concept de «mémoire collective» par celui de «commémoration» ou «remémoration collective» (collective remembrance)³.

Par cette nuance, ils ajoutent ainsi, à la dimension normative de ce qui motive et justifie l'acte de mémorialisation, une dimension dynamique, processuelle et dialogique. En ce sens, il convient donc de distinguer les motivations d'ensemble des politiques mémorielles de l'Allemagne contemporaine d'une part, les modes de mises en œuvre spécifiques de ces politiques d'autre part.

Dans une large mesure, l'ampleur des crimes commis par le régime national-socialiste,

mais aussi la gravité de ceux commis par le régime communiste, laissent peu d'espace normatif: il s'avère indispensable de faire mémoire, pour réparer, mais aussi pour normaliser. Par ailleurs, il s'agit non seulement d'éclairer l'histoire des violences du XXe siècle, mais aussi de les rendre lisibles et visibles.

Pourtant, il ne suffit pas d'ériger un monument; au-delà, l'œuvre mémorielle, qui ne se donne pas comme une évidence en première lecture, peut potentiellement ouvrir un espace communicationnel et pédagogique, à travers les questionnements et les réflexions qu'elle suscite.

CONTRE UNE TENDANCE À L'OUBLI

Ainsi, lorsque le visiteur marche sur des pavés de laiton honorant la mémoire individuelle de nombreux juifs berlinois déportés, il entre également, de plain-pied cette fois, dans un processus de remémoration. En effet, le piéton qui ne prête pas attention à sa marche va polir

Comment comprendre le boom du tourisme sur les lieux de souffrance?

Le tourisme mémoriel est né après la fin de la Première Guerre mondiale. Mais ces dernières années, il a connu une expansion inédite et un engouement mondial. Comment comprendre ce besoin d'être si près de lieux traumatiques? Tient-il du pèlerinage laïc, du *storytelling*, du conte de fée démocratique ou, plutôt des trois à la fois?

Chaque année, des dizaines de milliers de personnes visitent les camps de concentration et d'extermination en Allemagne et en Pologne. En mai dernier, la compagnie low cost Ryanair a affirmé explorer l'ouverture d'une ligne aérienne qui relierait Tel Aviv à Auschwitz pour permettre aux Israéliens qui le souhaitent de visiter l'ancien camp de la mort. Au Cambodge, deux des quatre sites les plus visités par les touristes sont liés à des lieux où les Khmers rouges ont perpétré des atrocités.

À Berlin, le monument aux juifs assassinés d'Europe est l'un des lieux les plus visités de la ville. L'île de Gorée, au large de Dakar, symbole de la traite transatlantique, est un haut-lieu touristique de la capitale sénégalaise, toute comme Robben Island au large de Cape Town, où Nelson Mandela et d'autres activistes anti-apartheid ont été emprisonnés pendant des années. Barack Obama s'y est du reste rendu récemment, filmé l'air profondément méditatif dans la cellule qui emprisonna Mandela. À Genève, le musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a récemment ouvert à nouveau, après avoir considérablement augmenté sa surface d'exposition. Le musée figure sur tous les guides touristiques et représente un des lieux les plus visités de la ville, bien qu'il parle de guerres, et de terribles tragédies.

Nous pourrions multiplier presque à l'infini les exemples. Comment comprendre cet engouement sans précédent? Est-ce le besoin d'éprouver une connexion physique avec un lieu «authentique» pour mieux «appréhender» une tragédie? Mais cette expérience imaginaire de la souffrance reste toujours abstraite, et d'une certaine manière, il est heureux qu'il en soit ainsi. Le camp, les barbelés, les baraquements sont toujours là, — et des budgets existent pour qu'ils soient maintenus en l'état —, mais ni les SS, ni leurs chiens, ni l'odeur de la promiscuité, de la terreur et de la mort n'imprègnent les visiteurs.

Dans le film d'Alain Resnais *Hiroshima, mon amour*, l'actrice française dit: «J'ai été à Hiroshima, et j'ai tout vu... j'ai été au musée quatre fois... Les reconstitutions ont été faites le plus sérieusement possible. Les films ont été faits le plus sérieusement possible. L'illusion, c'est bien simple, est tellement parfaite que les touristes pleurent. On peut toujours se moquer, mais que peut faire d'autre un touriste que, justement, pleurer? J'ai toujours pleuré sur le sort de Hiroshima. Toujours.» Et l'acteur japonais, à chaque réplique, lui répète toujours: «Tu n'as rien vu à Hiroshima. Rien.»

Ce dialogue dit tout: la volonté d'aller à Hiroshima, à Auschwitz ou dans d'autres lieux terribles, de s'approprier le tragique de cette expérience, de l'éprouver jusqu'à en pleurer, mais en même temps, l'expérience phy-

sique reste hors de portée. Non que la terreur et le processus de déshumanisation soient intransmissibles, mais l'authenticité du lieu, une fois vidée de sa violence, ne dit presque rien, ou infiniment moins que les écrits de Primo Levi sur Auschwitz ou de Varlam Chalamov sur le *goulag*. Le déplacement sur des lieux de souffrance ne prend son sens que comme la forme contemporaine du pèlerinage devenu laïc où les victimes ont été sanctifiées, sacrifiées, élevées au rang de martyrs. Se rendre sur ces lieux, c'est communier avec les victimes. C'est entreprendre chaque juillet la même marche des vivants vers Srebrenica, ville symbole du nettoyage ethnique et associé à l'assassinat de huit mille musulmans par les forces bosno-srbes en juillet 1995.

Ces pèlerinages sécularisés distillent un message, sous forme de narration, avec chaque fois les étapes de ce chemin de croix déchristianisé et modernisé. Ainsi, le musée et le mémorial du *World Trade Center* racontent le détournement des avions par les pirates, l'héroïsme de certains passagers, les ultimes conversations téléphoniques d'autres qui savent qu'ils vont mourir, la violence du choc, l'héroïsme des pompiers, la dramatique mort de centaines d'hommes et de femmes emprisonnés dans les tours, la solidarité des Newyorkais... et envoi à travers cette scénographie le message d'une Annona Mandela. À Genève, le musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a récemment ouvert à nouveau, après avoir considérablement augmenté sa surface d'exposition. Le musée figure sur tous les guides touristiques et représente un des lieux les plus visités de la ville, bien qu'il parle de guerres, et de terribles tragédies.

Comme dans une scène de tribunal, l'énigme du mal a été mise en scène et rejouée. Le danger a été identifié et exposé publiquement: le fascisme, le stalinisme, le terrorisme islamiste. Mais cette répétition du drame, ici comme ailleurs, se conclut par une fin éminemment morale, puisque après les terribles épreuves de la souffrance et de la mort, les forces du bien parviennent à triompher du mal. La rédemption, presque à portée de mains. Tel est le message politique que prendront avec eux les dizaines de milliers de touristes de l'histoire. Mais cette leçon d'histoire servira-t-elle à éviter de nouvelles violences comme elle le prétend? Ou est-elle simplement une tragédie qui se termine comme un conte de fée que nos démocraties aiment se raconter?

PIERRE HAZAN
PROFESSEUR ET CO-DIRECTEUR
DE LA RECHERCHE PIMPA

1. Soutenu par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) et réalisé au Programme master de recherche *Critical Curatorial Cybermedia* à la Haute école d'art et de design (HEAD) de Genève, le projet PIMPA porte sur la construction de monuments et sur des initiatives mémorielles dans des régions en conflit ou en situation de post-conflit.
Un séjour de recherche à Berlin a permis le développement d'une série de réflexions sur le processus de construction mémorielle dans la capitale allemande, dont les résultats sont livrés dans *La Cité*. Cet article est le dernier d'une trilogie.

Articles précédents:

Typographies de la mémoire, par Yan Schubert, *La Cité* du 13 au 27 septembre 2013.

Déplacements berlinois, par Mélanie Borès et Cécile Boss, édition du 27 septembre au 11 octobre 2013.



STOLPERSTEINE DISSIMINÉS PAR MILLIERS EN MÉMOIRE DES VICTIMES DU NATIONAL-SOCIALISME. © DENIS PERNET POUR PIMPA / BERLIN 2013

le pavé de laiton et le rendre encore plus visible, lui donnant, peu à peu, éclat et visibilité.

À travers le travail mémoriel de l'artiste Gunter Demnig, l'objectif n'est donc pas seulement d'évoquer, là où ils vécurent autrefois, la mémoire des personnes déportées; l'œuvre permet également de mettre en exergue une tendance à l'oubli, et lutter, d'une certaine manière, contre l'effacement de la mémoire. Une façon d'aller à l'encontre de l'invisibilité des monuments dénoncée par Robert Musil dès les années 1930. Une manière aussi de s'inscrire dans la continuité de la réflexion sur les limites de la monumentalité, commémorant la mémoire d'individus, loin de la grandiloquence du monument et au-delà de toute abstraction.

DE LA RESPONSABILITÉ COLLECTIVE

Si la fin des grands récits et des méta-narrations, renforcées par les mouvements de décolonisation, a rendu presque évidente la tendance anti-monumentale caractéristique de l'Allemagne des années 1980, elle vient également remettre en cause la question de la responsabilité collective. Si l'Allemagne a su saisir cette question à bras le corps, comme le montre tout particulièrement la frénésie mémorielle berlinoise, la question n'en reste pas moins d'actualité.

Par exemple, dans le contexte des États-Unis, la philosophe féministe Judith Butler a ainsi montré combien les politiques mémorielles post-11 septembre 2001 mettaient en lumière la question de la responsabilité collective face à l'Autre — ou plutôt l'absence de véritable responsabilité collective⁴.

En détaillant ce qui a été considéré par les États-Unis, sur le plan international, comme des processus et politiques mémoriels acceptables ou non, elle met en évidence la difficulté que les acteurs rencontrent à renoncer à hiérarchiser les souffrances d'une part, à s'atteler à assumer les responsabilités partagées d'autres part. Elle rappelle ainsi combien le terrorisme a pu grandir sur le terreau fer-

me de politiques hégémoniques, teintées d'un pouvoir asymétrique et marquées par des rapports instrumentaux avec l'Autre, tantôt allié de l'Occident, tantôt ennemi.

LE TEMPS DE FAIRE MÉMOIRE

Ainsi, pour Judith Butler, faire mémoire, c'est aussi l'occasion de comprendre en profondeur l'histoire qui nous a conduits à ce moment critique, cristallisé par les événements du 11 septembre 2001. Dépassant la dichotomie victime-bourreau, il s'agit donc d'assumer une certaine responsabilité collective face à un passé partagé et interconnecté.

Ce que suggère néanmoins le chantier mémoriel berlinois, et par extension allemand, c'est la place nécessairement centrale de la temporalité. Il aura fallu plusieurs décennies à l'Allemagne d'après-guerre pour élaborer toute la sophistication actuelle de ses politiques mémorielles. Et même si la justice transitionnelle vient aujourd'hui parfois suggérer un tempo plus rapide, il semble raisonnable de penser que le travail du temps garde toute sa légitimité.

Il en va ainsi du travail de deuil individuel, comme du travail de deuil collectif. Et la perte n'est pas toujours seulement littérale; il s'agit parfois de la perte d'une image idéalisée de Soi. Un idéal dont pourtant seule la perte ouvre, potentiellement, à une véritable compréhension et prise en compte de l'Autre.

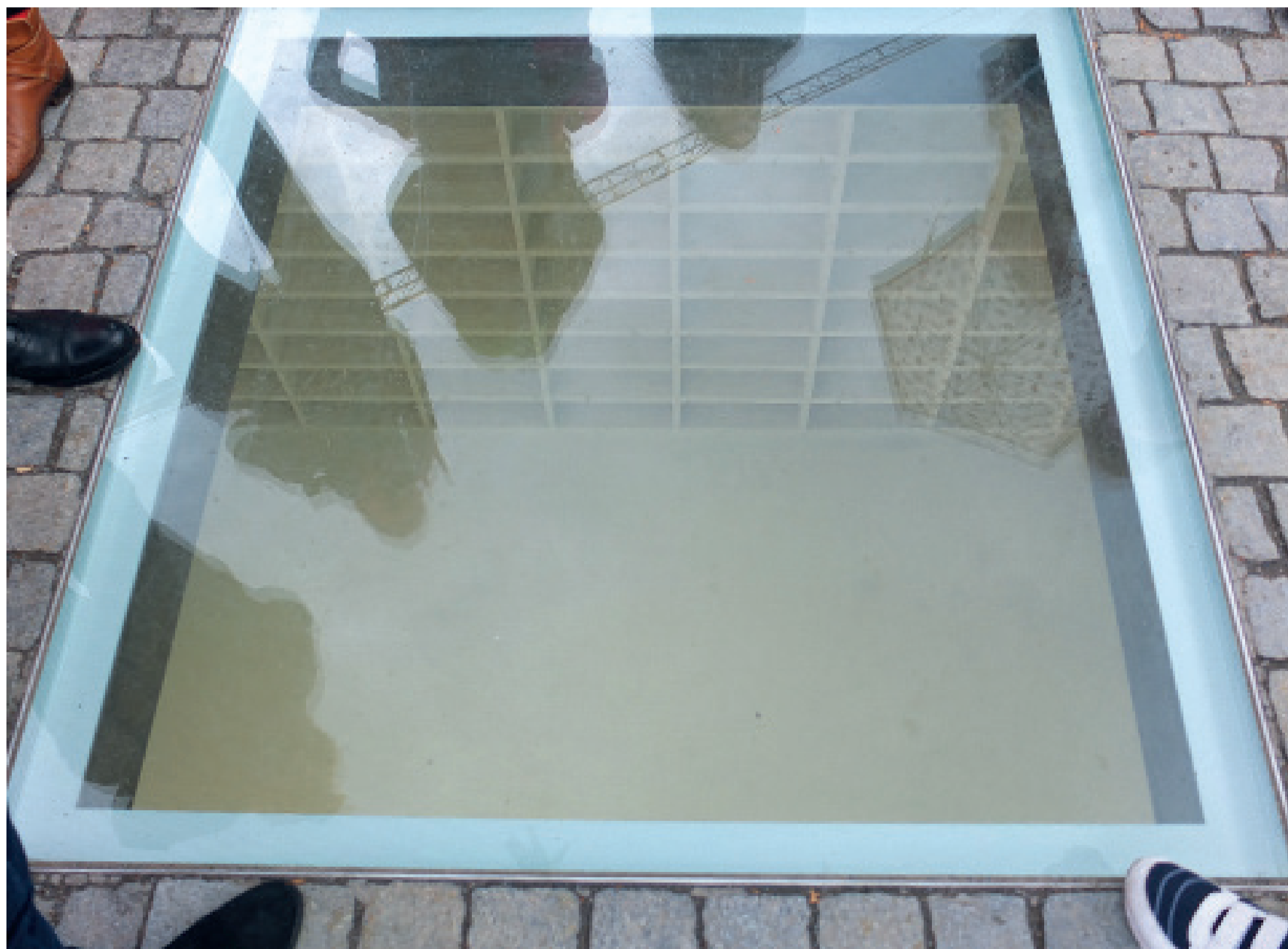
* Sylvie Ramel est chercheuse associée à la HEAD Genève.

1. Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000.

2. Andreas Huyssen, *Present Pasts: Urban Palimpsests and the Politics of Memory*, Stanford, Stanford University Press, 2003.

3. Jay Winter et Emmanuel Sivan (sous la dir.), *War and Remembrance in the Twentieth Century*, Cambridge University Press, 2000.

4. Judith Butler, *Vie précaire: Les pouvoirs du deuil et de la violence après le 11 septembre 2001*, Paris, Éditions Amsterdam, 2005 (traduit de l'américain par Jérôme Rosanvallon et Jérôme Vidal).



MÉMORIAL DE L'AUTODAFÉ RÉALISÉ PAR L'ARTISTE MICHA ULLMAN, INAUGURÉ EN 1995 EN MÉMOIRE DES MILLIERS DE LIVRES JUGÉS «CONTRAIRES À L'ESPRIT ALLEMAND» ET BRÛLÉS PAR LES NATIONALS SOCIALISTES SUR LA PLACE PUBLIQUE. © DENIS PERNET POUR PIMPA / BERLIN 2013



LES BERGES DU GANGÈ, LIEU DE PÈLERINAGE ET CŒUR DE LA VIEILLE VILLE DE VARANASI, OFFRENT UN SPECTACLE INOUBLIABLE AUX TOURISTES. MAIS LA BEAUTÉ DE LA CAPITALE SPIRITUELLE DU NORD DE L'INDE RESTE FRAGILE. © ALBERTINE BOURGET / VARANASI, NOVEMBRE 2012

Varanasi, la longue route vers l'Unesco

Cela fait des années que la ville de l'Uttar Pradesh, site de pèlerinage et de tourisme, tente d'être reconnue au patrimoine mondial. Mais entre enjeux divergents et inertie, le chemin est sinueux. PAR ALBERTINE BOURGET

La première fois, sur les ghâts de Varanasi, la tête nous a tourné. C'était peu après l'aube, le soleil se levait sur le Gange. Sur les berges, les mélépées de femmes en sari tressant des fleurs se mêlaient aux sollicitations aigües des enfants. «*Good karma! Good karma!*», promettaient-ils en tendant une bougie. Des sâdhus vieux comme le monde ignoraient les Occidentaux en lotus sur les marches de pierres, face au fleuve. Ça et là, des vaches éfilançées fouillaient la boue. La brume enrobait tous ces sons et images comme de la ouate. Plus tard, sur le ghât de Manikarnika, nous découvrons des corps incinérés à l'air libre, grâce à un feu qui reste, dit-on, entretenu depuis toujours.

Bénarès, Varanasi, État de l'Uttar Pradesh, Inde du Nord. Capitale spirituelle des Hindous. Chaque année, les pèlerins affluent par milliers pour se purifier de leurs péchés et s'échapper aux réincarnations, dans l'eau saumâtre du fleuve. Le Gange, c'est la déesse Gangâ, l'épouse de Shiva. À sa périphérie, le temple de Sarnath rappelle la place de Bénarès dans l'histoire spirituelle du pays: c'est là que Bouddha donna son premier sermon. Sarnath a été inclus dans la liste indicative du patrimoine mondial de l'UNESCO en 1998 par l'agence gouvernementale *Archaeological Survey of India* (ASI), rattachée au ministère de la Culture indien. Il y a plus de dix ans, dans un rapport plaidant pour son inclusion dans la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO,

la *Varanasi Development Authority* (VDA) identifiait plusieurs zones susceptibles de figurer dans l'inscription au patrimoine, notamment les berges et les temples. «Tout le monde se demande pourquoi Varanasi n'a pas encore été incluse dans cette liste», indiquait le rapport.

BEAUTÉ ET RESPONSABILITÉ

Quinze ans plus tard, les choses n'ont pas vraiment avancé. Pour avoir une version officielle de l'état du dossier, nous nous sommes tournés vers l'ASI à New Delhi. Pas de réponse. Cet été déjà, le quotidien indien *Times of India* rapportait les propos de Ramesh Kumar, conservateur assistant de l'ASI à Sarnath: «Nous ne sommes pas en mesure de vous dire quoi que soit à ce sujet.» Le dossier n'a, selon les informations obtenues par le quotidien, même pas été mentionné à la 37e session du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO, qui s'est tenue en juin à Phnom Penh, au Cambodge. Au terme de cette rencontre, 19 nouvelles inscriptions ont été enregistrées, dont 14 au patrimoine culturel et 5 au patrimoine naturel, y compris l'Étna en Italie.

Pour Navneet Raman, la route est longue. Trop longue. Il est né ici il y a moins de quarante ans, Raja Sir Motichand Road. Où l'âcreté de l'air pollué, l'assourdissant tohu-bohu des voitures et des *rickshaws* qui klaxonnent en continu mêlé à la densité des piétons s'évaporent une fois le portail de la propriété fami-

liale franchi. Comme sortie d'un conte, une maison blanche néo-coloniale se dresse au bout d'une vaste pelouse. C'est là qu'il a grandi, là qu'habitent toujours ses parents. Dans la même rue, quelques bâtiments plus loin, un petit palais rouge. La maison natale de sa mère. Ces racines ont probablement nourri la passion dévorante que Navneet Raman voue à sa ville natale.

Gageures, Navneet Raman a fondé ici une galerie d'art et une résidence d'artistes. «Je suis parti en pensionnat quand j'avais 10 ans, raconte-t-il. Quand je suis revenu, j'en avais 25. J'étais comme un étranger et c'est avec un regard neuf, comme un Occidental, que j'ai regardé ma ville. Alors, j'ai été à la fois enthousiasmé par la beauté qui m'entourait et abattu par le peu d'efforts entrepris pour la préserver.» Le grand problème, pour lui, c'est que «personne ne se sent vraiment concerné. Sauf s'il y a un intérêt économique, s'ils peuvent toucher des dividendes sur ces richesses.» Il soupire, rêve tout haut d'une Inde où chaque enfant aurait son mot à dire sur l'avenir du pays et la préservation de ses trésors. «Ici, on ne vous donne des responsabilités que si vous avez la soixantaine passée et des cheveux blancs.»

Il évoque le dossier monté il y a dix ans pour sa ville. «Toutes les autorités étaient d'accord à tous les niveaux, jusqu'au niveau ministériel où on m'a dit ok, on signe si tu inclus Allahabad (autre ville de pèlerinage de

l'Uttar Pradesh: *ndlr*) dans le paquet. Comme si on parlait de cacahuètes et des grenades!» s'agace-t-il. En 2005, changement des règles de nomination, qui deviennent plus compliquées. Le lobbyiste se rend à New Delhi à plusieurs reprises, écrit au premier ministre, aux autorités locales. En vain. Depuis, tout est bloqué.

Navneet Raman évoque les richesses artistiques, historiques, architecturales de sa ville. Soieries, musiques, œuvres littéraires. Rappelle qu'avec l'indépendance, «les palais ont été arrachés à leurs propriétaires et sont désormais orphelins. En fait, c'est Bénarès toute entière qui est orpheline. Seuls les érudits de l'étranger gardent vivantes ses mémoires. La ville change et disparaît et ses habitants s'en moquent. Si vous leur demandez d'ôter une brique de votre chemin, ils en jettent encore deux de plus!» Et lui? «C'est Bénarès qui m'a faite. Je lui dois la vie et de me battre. Il faut réveiller ce géant endormi.» Le rapport de la VDA évoquait déjà les pressions sur le cœur historique, liées à la croissance démographique et au trafic routier et soulignait en premier lieu la nécessité de le préserver.

Le manque de conscience locale pour la préservation des lieux a été illustré par notre visite à l'Observatoire de Jantar Matar, construit au XVIIIe siècle par le Maharadja de Jaipur, Jai Singh; à l'entrée du bâtiment, qui offre une vue spectaculaire sur les ghâts, le gardien a voulu, par gentillesse, refuser les tic-



kets d'entrée dûment achetés par notre guide. Et ce alors que nous étions seuls.

Mais le spécialiste de l'Inde qu'est le journaliste et auteur britannique Sam Miller rappelle les réalités locales. «Faire de Varanasi un site du patrimoine mondial serait très compliqué, tout simplement en raison des nombreux intérêts en jeu et notamment ceux pour qui les ghâts sont un lieu sacré pour la crémation.» Il poursuit: «En dépit de ce que l'on se fait souvent dire, la majorité de la ville n'est pas si vieille. Et les temples restent aujourd'hui très fréquentés.» Comprendre: ce ne sont pas des musées et beaucoup sont interdits aux non-hindous. Il est vrai aussi que l'extrême valeur spirituelle du fleuve peut se heurter aux réalités contemporaines; des études sur le niveau de propreté de l'eau révèlent régulièrement une pollution dévastatrice. Dont les pèlerins, qui y continuent leurs ablutions, n'ont que faire. Contenter tout le monde ne sera ici jamais aisé.

UN LABEL PARFOIS ENCOMBRANT

Difficile de dire quel est l'impact du label UNESCO, même s'il est universellement reconnu. Un consultant britannique, James Rebanks, a longuement plâché sur le sujet. Il a défini quatre catégories de sites: ceux pour lesquels la préservation est critique; ceux pour lesquels l'inscription est une reconnaissance officielle des efforts fournis; ceux qui le voient comme un label qualité. Et enfin, pour une minorité grandissante, ceux qui estiment le label indispensable à leur développement socio-économique. À l'échelle mondiale, «il est clair que l'impact touristique est l'une des motivations à l'inscription», selon Peter Devine, responsable du programme développement et tourisme responsable à l'UNESCO.

C'est aux pays eux-mêmes, souligne-t-il, que revient la responsabilité de la conservation et de la gestion des sites inscrits. «L'UNESCO assure la gestion quotidienne de la Convention, organise les sessions annuelles du Comité du patrimoine mondial, procure ses conseils aux États pour la préparation des

nomination, organise si besoin une aide internationale, et coordonne les rapports sur la condition des sites et les actions d'urgence entreprises si un site est menacé.» Sans parler, bien sûr, de tout le travail promotionnel autour de ces sites, y compris auprès des plus jeunes.

IMPLIQUER LES AUTOCHTONES

Pour la Suisse, le Lavaux, dont les vignobles ont été inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2007, est un exemple parlant de ce label qualité et de l'offre touristique qui s'est développée autour. «La classification de 2007 a indéniablement apporté une valeur ajoutée touristique, même si elle est difficilement quantifiable», indique Véronique Kanel à Suisse Tourisme, qui égrène de nouvelles possibilités d'hébergement, la valorisation de la culture viticole avec le Vinorama et l'œnotourisme. Charge à Suisse Tourisme de promouvoir le site dans le monde entier, par des campagnes électroniques, la présence dans des foires internationales et des voyages de presse pour les journalistes étrangers, avec un accent particulier sur l'Amérique du Nord et l'Asie du sud-est.

En Inde, selon Sam Miller, «il est certain que le label a aidé des sites comme le village de Kampi, dans village de l'État du Karnataka Hampi et Champaner.» Pour le Britannique, «il s'avère souvent plus efficace de faire de sites mondiaux des lieux moins connus, notamment ceux qui ont désespérément besoin d'être soutenus.» Dans sa liste à lui: la cité en ruines de Gaur, dans l'État du Bengale Occidental, et les forts de l'État du Maharashtra.

Et puis, l'influence n'est pas uniquement bénéfique. «De nombreux sites ont vu le nombre de visiteurs exploser. Au Machu Picchu, des analyses ont été menées pour tenter de déterminer le nombre correct de visiteurs admissibles. D'autres, comme Angkor Vat, ont développé des formes de tourisme durable. De la même manière, en Chine, les caves Mogao préparent un centre touristique de pointe qui permettra de canaliser le flux des visiteurs et



de minimiser l'impact sur ces caves fragiles.» En ce qui concerne l'Inde, poursuit Peter Devine, «gestion et protection sont souvent directement liées aux ressources disponibles sur les lieux et aux communautés locales. C'est-à-dire que, plus les autochtones seront impliqués et actifs sur le site, meilleures en seront la protection et la gestion.»

C'est ainsi à Jaisalmer, raconte le spécialiste. Dans cette ville du Rajasthan, dont le célèbre fort surplombe le désert du Thar, PONG *I Love Jaisalmer* mobilise énergiquement des hôteliers, des habitants du fort, des guides touristiques et des membres des autorités municipales dans sa campagne de nettoyage du site. «Ses membres ont commencé par nettoyer, sur 2,5 kilomètres, la route qui va à Jaisalmer depuis Jodhpur avant de rallier le lac de Gadisar et ses environs, puis le célèbre fort.» Bilan: à l'heure actuelle, PONG a réussi à nettoyer près de 42 000 m² de collines, les remparts qui étaient inaccessibles aux touristes et servaient de déchetterie publique, ainsi que 80% des rues et des zones communes. Le tout, s'exclame Peter Devine, en cinq semaines! «Et

par-dessus tout, de nombreux habitants du fort, qui se montraient très dubitatifs au départ, soutiennent le projet depuis qu'ils en ont vu les effets concrets.» Pour l'anecdote, les forts du Rajasthan font partie de la cuvée 2013 du patrimoine mondial. À Varanasi, Navneet Raman veut rester optimiste. «Ce sont des vagues. Vous reculez, et puis vous finissez par avancer.»

LÉGENDE DES PHOTOS EN PAGE 11:

ANIMÉES LE JOUR PAR LES PÈLERINS, LES BERGES S'ALLUMENT LA NUIT POUR LES TOURISTES.

EN HAUT À DROITE: © ALBERTINE BOURGET / VARANASI, NOVEMBRE 2012.

COPYRIGHT DES TROIS AUTRES IMAGES: © MICHAEL VON CRAFTENRIED / MIVCPHOTO.COM / VARANASI, JUILLET 2012.



KAIROS, Sandrine Pelletier et Olivier Ducret, 2012. Vidéo, 6' 28". Audio: Lugano Fell. Courtesy of Super Window Project

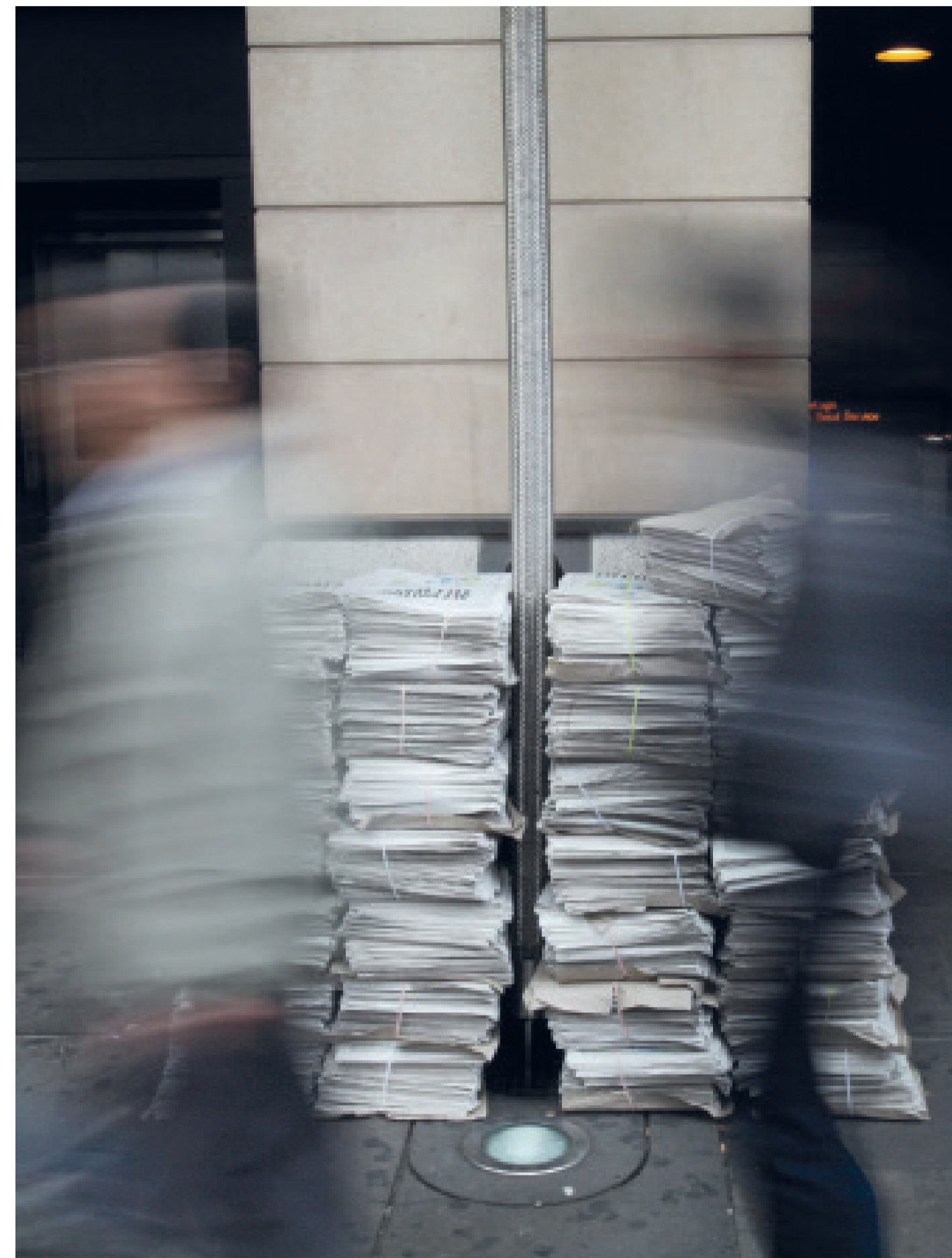
Sandrine Pelletier, (*1976), artiste. Vit et travaille à Lausanne — www.maskara.ch

– Group show, galerie FORMA, Lausanne (06.12.2013)

– Solo show, Galerie Rosa Turetsky, Genève (16.01.2014)

Atelier, la rubrique qui donne carte blanche aux créateurs d'ici et ailleurs /

CEUX QUI FONT LES JOURNAUX



© KEYSTONE / AP PHOTO / LEFTERIS PITARAKIS / ARCHIVES

Avec ce numéro, *La Cité* inaugure une série d'entretiens avec des personnalités qui ont marqué ou marquent la presse, imprimée et *online*, et incarnent une vision du rôle du journalisme en démocratie.

Avec le rachat du mythique *Washington Post* par le géant Amazon, la presse bascule dans une nouvelle ère, où l'emprise d'internet sur les journaux se poursuit comme jamais auparavant. Le secteur accélère vertigineusement sa mutation. On attend l'entrée dans l'arène du colosse Google. Il pourrait songer à faire tomber dans son escarcelle l'immense *New York Times*. Personne n'est désormais en mesure d'écarter un tel scénario.

Le monde de l'information n'attend plus que ses nouveaux colonisateurs, venus du web. C'est à eux de résoudre l'équation de la crise de la presse traditionnelle, après lui avoir abondamment savonné la planche. On dirait une cruelle plaisanterie. C'est l'évolution de l'espèce médiatique.

Pour renforcer la ligne éditoriale de «son» *Washington Post*, le patron d'Amazon, Jeff Bezos, s'en remet — du moins pour l'heure — aux conseils des journalistes

senior, ne cachant pas son faible pour le plus illustre d'entre eux, un certain Bob Woodward. Les éditeurs de demain auront-ils besoin de ceux qui font les journaux aujourd'hui?

«Faire un journal», sur papier ou en ligne, est un art qui continue de fasciner. C'est un métier complexe, qui unit le savoir-faire du journalisme, avec ses outils et ses codes, à la capacité de saisir et d'interpréter le monde réel, la rugosité et l'idéalisme des hommes et des femmes qui le façonnent jour après jour. Ceux qui font les journaux ont aussi ce souci constant de comprendre de quoi seront faits les lendemains du journalisme. Un défi qu'on relève d'autant plus habilement si l'on connaît le passé. Et si l'on connaît le métier.

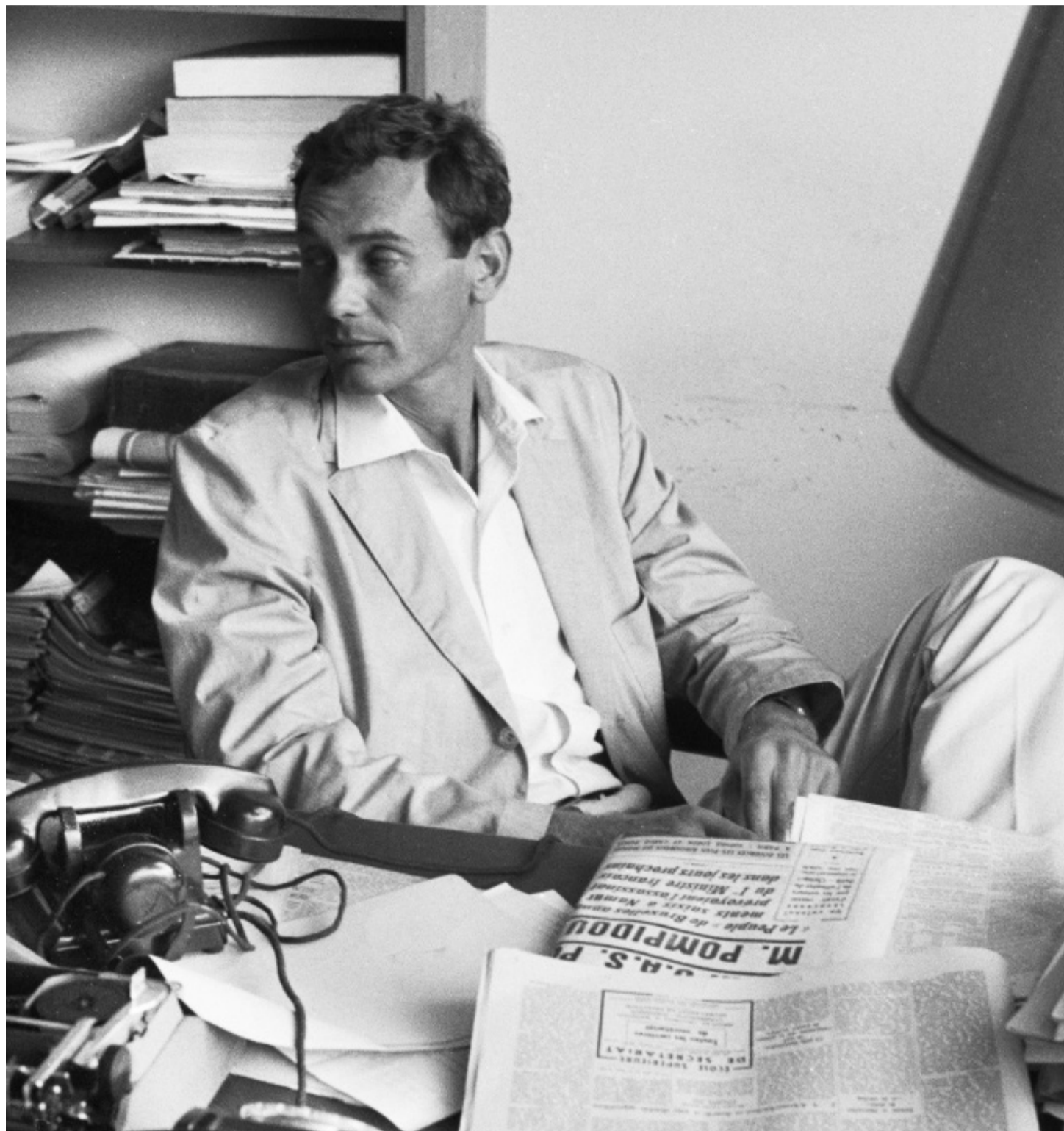
Motivé par la recherche de réponses sur l'avenir des journaux, Jean-Christophe Aeschlimann est naturellement allé à la rencontre de personnalités qui ont marqué ou marquent la presse, imprimée et *online*,

dans le but de trouver des points de jonction entre la tradition et l'innovation. Entre le passé et le futur.

Il publie dans cette édition de *La Cité* deux longs entretiens (*lire les pages suivantes, de 14 à 17*). Le premier avec l'ex-directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, Serge Lafaurie, qui a côtoyé les monstres sacrés de la presse française des années 1960 et 1970, dont Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud, et travaillé entre autres avec Jean Daniel. Le deuxième avec Roger Koeppel, propriétaire et rédacteur en chef de la *Weltwoche* à Zurich. Deux autres interviews suivront dans l'édition suivante, avec Olivier Postel-Vinay, directeur de publication de la revue *Books*, et Paul Ackermann, rédacteur en chef de *Huffington Post France*. Plus tard, une troisième paire d'entretiens achèvera cette série.

FABIO LO VERSO

«La fidélité des lecteurs était politique. Aujourd'hui, cet intérêt est fluctuant»



Serge Lafaurie, ex-directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, ouvre la série «ceux qui font les journaux». Rencontre avec un observateur de tous les instants d'un demi-siècle de vie politique et médiatique en France.

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-CHRISTOPHE AESCHLIMANN
À PARIS

Serge Lafaurie était avec Jean Daniel à la fondation du *Nouvel Observateur*, en 1964. Il y travaille encore aujourd'hui, près d'un demi-siècle plus tard. Nous l'avons rencontré à la rédaction du journal, place de la Bourse à Paris, où il a conservé un bureau. Longtemps directeur de la rédaction, Serge Lafaurie a vu, en cinquante ans, le monde changer de fond en comble, celui de la presse mais aussi celui de la politique. Ses convictions, elles, n'ont pas varié.

Comment a commencé votre aventure du journalisme?

Serge Lafaurie: Un ami travaillait à l'hebdomadaire protestant *Réforme*, dirigé à l'époque par un homme admirable, le pasteur Albert Finet, et j'ai commencé à y faire des revues de presse et des reportages. Au bout d'un an, je suis tombé tuberculeux et suis parti me soigner à la montagne d'abord, puis à l'Hôpital de la Cité universitaire à Paris, ensuite au sanatorium de Saint-Hilaire du Touvet, près de Grenoble. Je m'y suis retrouvé, petite ironie de l'histoire, avec l'historien François Furet qui était encore, à l'époque, un communiste orthodoxe et militant qui animait la cellule du parti au sanatorium.

Au bout de trois ans, la tuberculose a définitivement disparu de ma vie. Je suis revenu à Paris. Nous étions en 1953 et j'avais quelques amis dans la mouvance de *L'Express*, alors en phase de création. J'y suis entré comme pigiste. Je m'entendais bien avec Jean-Jacques Servan-Schreiber, son fondateur, comme avec Françoise Giroud, et je m'y suis rapidement senti à l'aise. J'y suis resté dix ans, jusqu'en 1964. Je faisais des reportages mais j'étais beaucoup à la direction de la rédaction, comme rédacteur en chef adjoint.

Toujours avec Jean-Jacques Servan-Schreiber?

Et Françoise Giroud et Philippe Grumbach, le bras droit de Servan-Schreiber, très actif et intelligent. Servan-Schreiber lui-même était évidemment un homme très intéressant, tonique

et décidé, avec un talent de plume réel. L'époque était très chaude politiquement, c'était la guerre d'Algérie. C'est là que j'ai connu Jean Daniel, entré à *L'Express* pour couvrir l'affaire algérienne comme reporter et analyste, puis devenu rédacteur en chef. Pardonnez-moi d'aller ici un peu vite, j'en viens à 1962, année des Accords d'Évian et de la fin de la guerre d'Algérie, à laquelle succède une période de soulagement et de dépolitisation des esprits. Servan-Schreiber décide alors que son journal doit changer, s'écarter de la polémique politique et devenir un magazine dans le style du *Time* américain, très moderne, avec des papiers plus courts.

Mais l'époque en elle-même reste marquée par de profonds clivages politiques. C'est encore la guerre froide. Plusieurs membres de la direction, autour de Jean Daniel, de Michel Bosquet — qui n'est autre que l'essayiste et théoricien écologiste André Gorz —, de K.S. Karol, de plusieurs autres journalistes et du directeur artistique Robert Namia, quittent *L'Express*. Nous sommes au début de 1964. Je pars avec eux.

C'est au même moment que Claude Perdriel et Jean Daniel songent à lancer un nouveau journal?

Les discussions portaient sur la question de savoir s'il fallait créer un hebdomadaire ou reprendre un titre existant en lui donnant un nouveau nom. Finalement, en novembre 1964, a lieu la fusion des deux équipes, les arrivants de *L'Express* et ceux qui restaient de *France Observateur*. Le *Nouvel Observateur* était né.

Tout a commencé lorsqu'un jeune industriel dont l'entreprise allait bientôt connaître le succès (la SFA, Société française d'Assainissement), Claude Perdriel, avait mis un peu d'argent dans *France Observateur*, un journal fondé à l'époque par Claude Bourdet, Roger Stéphane, Gilles Martinet, Hector de Galard et des hommes de la gauche non communiste, disons marxiste modérée. Créé au moment de la guerre de Corée, au pic de la guerre froide, ce magazine petit format, sans photos, ressemblait un peu au journal anglais de gauche *The New Statesman*, à la fois littéraire, culturel, économique et politique, qui n'existe plus. *France Observateur* se portait bien, surfait sur la vague de l'anticolonialisme et était souvent saisi pour ses dénonciations de la torture en Algérie. Mais à partir de 1962, l'intérêt pour l'Algérie et la décolonisation décroît, des dissensions apparaissent entre les fondateurs du journal, et *France Observateur* décline. De 60 000, il tombe à 20 000 exemplaires.

Le *Nouvel Observateur* était-il attendu?

Notamment par beaucoup d'intellectuels, je dirais toute une mouvance de gauche qui voulait se démarquer du stalinisme tout en continuant à lutter pour un socialisme démocratique. Nous avons là, sous les yeux, le sommaire du premier numéro (Serge Lafaurie va chercher un exemplaire de la première édition du journal). Assez éblouissant: Hector de Galard, Gilles Martinet, Michel Bosquet, Olivier Todd, K. S. Karol, Paul Johnson, Françoise Sagan, Nelson Algren, Katia D. Kaupp, Bernard Franck, Pierre Nora, Dominique Fernandez, Bernard Pingaud, Monique Lange, Michel Leiris, Georges Wilson, Jean Vilar, Abel Gance, Georges Clouzot, Michel Cournot, Robert Benayoun, etc.

Parmi les journalistes, il y avait aussi, déjà là ou qui allaient nous rejoindre, François Furet, Mona Ozouf, Jacques-Laurent Bost, Guy Dumur, Josette Alia et Jean-François Held, qui écrivait des chroniques sociales très fines et brillantes, petites études de sociologie des nouveaux arts de vivre. J'allais oublier les dessinateurs: nous avons eu, les uns après les autres, Folon, Bretécher, Desclozean, Sempé, Wollinski, Copi, et, bien sûr, Wiaz qui est toujours chez nous...

Le journal possédait un fort magnétisme...

Tout le monde ou presque voulait y écrire. Ce furent des années d'une fièvre heureuse pour le journal et ceux qui le faisaient. Nous étions partis tout petits, avec un tirage très modeste. Nous y passions souvent des nuits blanches, réécrivant les papiers de ceux qui n'étaient pas des vedettes, prenant le petit déjeuner dans un bistro à l'aube, épuisés et euphoriques. Nous étions des nains face à *L'Express*, qui caracolait en tête.

Mais au fil des années, nous sommes remontés tranquillement, pour devenir finalement, aujourd'hui, le premier des *news magazines* en France, avec un peu plus de 500 000 exemplaires vendus, par abonnement et en kiosque. Nous devançons *L'Express* et *Le Point*.

Comment définissez-vous le profil politique du *Nouvel Observateur*?

Au départ, c'est un journal social-démocrate. À l'arrivée, un journal social-démocrate. Sauf que, au début, nous pensions qu'un socialisme disons marxiste n'était pas inimaginable, qu'un socialisme réalisé serait possible. Ce n'est évidemment plus le cas aujourd'hui. Le socialisme des cent propositions de François Mitterrand s'est fracassé sur la réalité dans les trois années qui ont suivi son arrivée à la présidence de la France. Mais dans les commencements du journal, nous observions les socialismes dans le monde, nous pensions que Cuba, ou même la Chine, pouvaient représenter un espoir. C'était évidemment aussi l'époque des luttes anticoloniales et révolutionnaires, et nous étions très présents sur ces fronts-là.

Nous étions anticapitalistes si, par capitalisme, on entendait l'impérialisme américain qui dominait alors toute une série de pays, notamment en Amérique latine, soumis à des dictatures. Les mouvements socialistes, pensaient-on, et même communistes pourraient contribuer à libérer ces pays.

À quel moment avez-vous renoncé à cette idée?

L'époque a basculé en 1989, avec la chute du Mur de Berlin mais les choses avaient commencé à se dégrader bien avant. L'inefficacité du régime soviétique et l'horreur de son totalitarisme étaient apparus depuis longtemps. L'espoir d'un socialisme réalisé subsistait cependant dans beaucoup d'esprits, même effiloché. La grande rupture, la fin des idéologies, comme on l'a dit, a eu lieu en 1989. Cela n'a pas été pour autant la «fin de l'histoire», mais disons, pour le moins, que le capitalisme et le marché ont triomphé. À partir de cette date, l'objectif est devenu de tenter de domestiquer le marché, de l'humaniser.

Cet effort de domestication et d'humanisation avait déjà été important jusque-là, mais l'est devenu encore plus a fortiori, faute d'autre chose. 1989 a représenté le déverrouillage brutal, historique traduit comme on s'en souvient par l'éclatement de l'URSS jusque-là restée homogène et d'une puissance intimidante sur le plan international. Pour un journal comme le *Nouvel Observateur*, qui avait toujours été social-démocrate, ce ne fut pas un abandon d'idéologie, mais cela a coloré notre vision des évolutions possibles dans le monde.

Pour en revenir à l'opposition entre Jean-Jacques Servan-Schreiber et Jean Daniel, comment ces deux visions de la France et du monde s'affrontaient, dans les années soixante?

Servan-Schreiber était un radical, modéré, de gauche certes mais radical quand même. Après avoir abandonné le journalisme, il deviendra d'ailleurs le candidat politique du parti radical. Un peu mégalomane, se prenant parfois pour un petit Kennedy, sans en avoir tout à fait les moyens, malgré son intelligence et son énergie. Ses ambitions fortes se sont emballées, il a voulu devenir président de la République. La fin de sa vie, hélas, avec la maladie d'Alzheimer, a été pénible et longue. Mais Servan-Schreiber était un homme brillant, loin d'être antipathique et indifférent, en même temps qu'agacant et autoritaire.

Jean Daniel voulait continuer le combat, à la manière des mendiésistes que nous étions. Mendiés-France aussi avait été un radical, mais socialiste. Or, pour Servan-Schreiber, tout cela avait fini par ressembler à un combat perdu d'avance. Il pensait que les gens voulaient passer à autre chose, vivre bien et mieux, et qu'ils avaient besoin d'un journal libéral, de centre bien sûr et non de droite, mais non plus d'une gauche militante. D'où l'opposition avec ceux qui ont fondé *Le Nouvel Observateur*, lesquels croyaient encore en la possibilité d'un socialisme à la française.

Qu'a représenté pour le journal l'échec spectaculaire des débuts de François Mitterrand à la présidence, avant le retour à la rigueur?

De 1981 à 1984, nous avons été abandonnés par 10% de nos lecteurs et la moitié de notre publicité. Parmi les lecteurs qui nous quittaient, certains étaient hostiles à Mitterrand, lui en reprochant d'avoir appelé les communistes au gouvernement. Et d'autres, favorables à Mitterrand, se demandaient pourquoi le journal demeurait critique et non docile à la voix de son maître. En fait, le journal était devenu flottant dans son identité et n'allait pas très bien économiquement. Au tournant de la rigueur, nous avons relancé le journal, avec Franz-Olivier Giesbert comme nouveau directeur de la rédaction. C'est aussi à cette époque qu'arrivent des journalistes comme Jean-Paul Mari, Claude Weil, aujourd'hui directeur de la rédaction, Olivier Peretti, d'autres encore, rejoignant Jacques Julliard, éditorialiste depuis 1978. Et on a refait la maquette.

Cette relance impliquait-elle un rééquilibrage politique du journal?

Pas véritablement politique, plutôt d'ouverture sociale et journalistique. Jacques Julliard, catholique de gauche, reflétait bien ce renouveau dans ses chroniques.

Après avoir bataillé contre *L'Express*, le *Nouvel Observateur* va subir la concurrence du *Point*...

... et bien sûr, en 1985, *L'Événement du jeudi*. Mais avant, vous avez raison, il y avait eu le lancement du *Point*, créé en 1972 par des transfuges de *L'Express*. *Le Point* a bien marché et a trouvé sa clientèle de centre droit. C'est un bon journal aujourd'hui dirigé par Franz-Olivier Giesbert. Il a été et reste un vrai concurrent pour nous, comme l'a été *L'Événement du jeudi* devenu plus tard *Marianne*.

L'Événement du jeudi, c'était, bien sûr, Jean-François Kahn, son brio, son côté chien fou et trublion, l'audace politique, la gauche qui ne se laisse pas dicter quoi que ce soit et appelle un chat un chat. *Marianne*, qui lui a succédé, continue à faire du spectaculaire. Les papiers sont souvent bons. C'est un journal qui cherche à faire des Unes agressives, et peut-être cela se justifie-t-il parfois. Son style est particulier, enflammé, un peu outrancier. Qu'il s'agisse des privilèges ou du gouvernement, *Marianne* attaque flamberge au vent. Le journal se vend bien au numéro, mais il a peu d'abonnés. Je crois qu'aujourd'hui, comme tout le monde, il souffre plutôt.



Comment se porte aujourd'hui le *Nouvel Observateur*?

En matière de publicité, la situation est difficile pour tous les magazines et hebdomadaires comme le nôtre. Par rapport à l'année dernière, la baisse est de près de 10%. *Le Point* perd aussi beaucoup, mais vend plus que nous au numéro parce qu'il a moins d'abonnés. *L'Express* a perdu aussi, comme le *Nouvel Observateur*, disons entre 5 et 8%. Les ventes ont baissé partout.

C'est un changement de paradigme qui s'annonce?

C'est une bataille difficile, en particulier depuis la crise. De nombreux facteurs convergent. Les gens ont moins envie de dépenser 3,50 euros pour un numéro. Et il y a le développement d'internet, des tablettes et des smartphones, sur lesquels on peut consulter à peu près tous les journaux. Je note d'ailleurs que le site du *Nouvel Observateur* marche bien, troisième en termes de fréquentation derrière du *Figaro* et du *Monde*.

Mais tout cela coûte de l'argent, il faut une équipe et des investissements, et de là à dire que cela rapporte, il y a un pas. On peut supposer qu'internet rapportera à terme, et que l'avenir sera fait d'une consommation web de plus en plus forte, le papier allant en déclinant. Mais cela prend du temps, et les investissements ne sont pas rapidement rentables.

Vous observez et analysez le monde depuis cinquante ans. Tout a changé?

On peut le dire. Nous étions dans la guerre froide, la dichotomie du bien et du mal, les mondes américain et soviétique. Tout s'est dilué. L'hypothèse d'une société radicalement autre

que la société libérale marchande a disparu. Raison pour laquelle je crois plus nécessaire que jamais de faire des lois pour empêcher abus et bénéfices illégitimes, tendre vers une répartition plus équitable et humaniser autant que possible un système de développement économique basé essentiellement sur le profit, tant il est vrai que ce modèle n'a plus de vrai rival. Ce à quoi, bien sûr, il faut ajouter la mondialisation, qui joue un très grand rôle. À l'époque, on pouvait mener une politique économique nationale, plus ou moins limitée à un pays. Aujourd'hui, c'est inconcevable.

On ne s'attend pas, Serge Lafaurie, à ce que vous nous disiez aujourd'hui, pas plus que Jean Daniel, que vous n'êtes plus un homme de gauche...

Nous avons été très déçus, comme beaucoup, quand la gauche a été ou est au pouvoir... Mais, bien sûr, nous restons de gauche. Et nous sommes convaincus qu'il existe une politique de gauche différente d'une politique de droite, laquelle ne favorise généralement que le profit, au mépris de la répartition.

C'est la toile de fond, celle d'un espoir qui existe toujours malgré tout?

Je ne doute pas qu'il existe des moyens de contraindre l'économie à une répartition plus juste, à la fois à l'intérieur des frontières et à l'échelle internationale. Compte tenu aussi du fait que la situation actuelle est d'une injustice inacceptable.

Le combat pour la justice sociale comme l'un des grands défis de notre temps?

Évidemment, mais qui possède la réponse à cette immense question? Sans oublier l'écologie, que personne n'évoquait il y a cinquante ans. Oui, en un demi-siècle, tout a changé. Le vrai pouvoir reste sans doute celui de l'argent, et l'on ne peut plus imaginer l'abattre dans un Grand Soir. Mais on peut le combattre, et souvent avec succès.

Sarkozy, Hollande: quel regard jetez-vous sur ces régimes successifs?

Sarkozy? J'étais contre le désordre de ses initiatives et de ses politiques, qui ont abouti aux résultats que l'on connaît sur le plan de la dette. Pour autant, je n'ai jamais fait de *Sarkozy bashing*. Il a essayé d'engager les réformes et de faire bouger la France, cette vieille dame assise dans un fauteuil qui refuse de bouger. Mais il y avait la manière et les méthodes, déplaisantes au possible. Quand son successeur est arrivé, le pays était au bord de l'asphyxie. Comment le ranimer? C'est ce que Hollande, sans doute maladroitement, tente de faire, mais je crains qu'il n'ait pas le pouvoir d'entraînement et la stature nécessaires. Ses politiques sont-elles condamnables? Difficile à dire? Que feraient les autres? Si Jean-François Copé était au pouvoir, sa politique économique ferait-elle baisser le chômage?

Le sens même de la politique a-t-il changé, ces cinquante dernières années?

Fondamentalement. À l'époque, les gens croyaient à la politique. Aujourd'hui, ils n'y croient plus. En France, on pense que c'est Bruxelles qui décide, alors on dit: on ne peut rien faire, c'est la mondialisation. Et l'on ajoute: les partis sont pourris. Bien entendu, tout cela ne correspond ni à mon opinion ni à la réalité, mais existe dans les esprits.

Il y a cinquante ans, si l'on s'en tient à l'exemple de la presse, les gens n'achetaient pas un journal parce que c'était leur famille. Ils achetaient le *Nouvel Observateur* quand ils étaient de gauche, *Le Point* ou *L'Express* quand ils étaient de droite. Il y avait certes un peu une bataille des couvertures, mais elle était feutrée, les clientèles étaient fidélisées par leurs opinions, dont elles retrouvaient l'écho dans les pages de leur journal. Peu à peu est venue la politique des Unes, ayant l'ambition de gagner des clientèles mouvantes.

Gagner de nouveaux lecteurs n'était-il pas alors une priorité? Incroyable quand on y pense...

À l'époque, la fidélité des lecteurs était essentiellement d'ordre politique et fondée sur l'appartenance à une famille de pensée. Aujourd'hui, on va là où l'intérêt les guide, et cet intérêt est fluctuant. Avant, l'idée d'acheter *L'Express*, pour un lecteur du *Nouvel Observateur*, était inconcevable. Maintenant, on passe de l'un à l'autre, les clivages politiques sont beaucoup plus flous, ils se sont atténués et finalement estompés. C'est l'ensemble de la vie politique et médiatique qui s'est diluée en France.

«La liberté du journaliste, c’est de pouvoir être d’un autre avis»

Dans ce deuxième volet de «Ceux qui font les journaux», Roger Koeppl, propriétaire de la *Weltwoche*, met l’accent sur le rôle «inconfortable» que doit avoir la presse en démocratie.

Rédacteur en chef et éditeur de la *Weltwoche*, à Zurich, Roger Koeppl est l’un des journalistes alémaniques les plus connus. Il aime tant le journalisme qu’il ne laisse personne indifférent et son journal polarise. Entretien sans polémique dans les quartiers de Züri-West, où se trouve la rédaction du journal.

Comment allez-vous, Roger Koeppl?
Merveilleusement bien, merci.

Et comment va la *Weltwoche*?

En novembre, nous fêterons nos 80 ans. Mais nous ne sommes pas encore en phase de réanimation! Non, sérieusement, la *Weltwoche* va bien. Nous occupons aujourd’hui dans le paysage médiatique suisse une position claire, celle d’une publication au contenu anticonventionnel.

Qu’entendez-vous par anticonventionnel?

Dont les positions sont différentes de celles des autres journaux. La toile de fond, c’est la diversité des opinions. La *Weltwoche* essaie de thématiser des questions ou des vérités difficiles à dire, ou délicates. Par ses enquêtes, pas toujours évidentes à mener, elle joue ainsi un rôle à la fois inconfortable et constructif. Je suis convaincu que le paysage médiatique a besoin d’un journal comme le nôtre.

Nous ne répétons pas ce qu’écrivent les autres, nous repérons des dysfonctionnements dans les domaines politiques, de société, culturels, et nous en parlons. On pourrait dire que nous incarnons, *mutatis mutandis*, la part inconfortable de la raison. Alors, bien sûr, on ne nous applaudit pas toujours, on nous critique, on doit parfois se justifier et s’expliquer.

Vous êtes à la fois rédacteur en chef, mais aussi le propriétaire du journal. Comment conciliez-vous ces deux rôles?

Je dois, d’un côté, être en mesure d’inspirer et de susciter un journalisme inconfortable mais constructif, en donnant l’assise et le soutien nécessaires aux collaborateurs de la *Weltwoche*, et, de l’autre, veiller à ce que, économiquement et financièrement, le journal garde l’équilibre. À ce sujet, je suis prudemment optimiste pour l’avenir.

Certains disent volontiers que les journalistes constituent une classe plutôt conservatrice. Vous le pensez aussi?

Disons que la classe journalistique cultive un certain corporatisme, comme cela arrive dans tous les milieux, chez les ingénieurs ou les médecins, etc. Mais si, entre eux, les journalistes peuvent se montrer assez critiques, ils sont surtout sensibles à une sorte d’«éthos» collectif.

Pour vous, un journaliste, c’est quoi, ou c’est qui?

Le journaliste est celui qui dispose et fait usage de la liberté d’être d’un autre avis, de poser d’autres questions. Le journaliste doit mettre ou remettre en question l’action des gens influents ou des personnes de pouvoir. C’est ce qui fait la noblesse du métier et le distingue de celui du maître ou de l’enseignant, même si les journalistes sont aussi un peu des enseignants, au sens où ils transmettent des connaissances.

Quand on affirme: «Ceux-là sont les méchants, ceux-là les gentils», le journaliste a le droit de se poser et de poser la question: «Est-ce vraiment ainsi? Les méchants sont-ils vraiment ceux qu’on désigne comme tels? Et les gentils ceux qu’on dit?» Le journaliste est celui qui contribue à contrebalancer la tendance naturelle de l’humain à se draper dans une indignation morale et émotionnelle.

Mettez-vous dans cette catégorie le mot d’ordre «Indignez-vous!» de feu Stéphane Hessel?

Ce mot d’ordre ne me convainc pas vraiment, car, dans l’indignation entendue ainsi, le point de vue est souvent unilatéral et incomplet. C’est là que le journaliste peut amener d’autres angles ou points de vue. Et aussi faire apparaître, comme le médecin à son patient, une inflammation.

Les journalistes auraient-ils le plus souvent un point de vue unilatéral?

Sur ce point, on en vient peut-être à la question de l’idéologie et de la vision du monde. Et là, ce n’est un secret pour personne, une grande partie de la corporation journalistique est plutôt d’inspiration social-démocrate ou de gauche, verte ou écologiste, et à mes yeux souvent très et trop proche de l’État et des institutions. Ce qui me fascine avec la *Weltwoche*, et c’est le cœur de son projet, c’est que nous essayons de nous confronter de manière indépendante et critique à la réalité.

C’est d’ailleurs la raison pour laquelle, en tant que journaliste, je ne suis pas encore devenu cynique ou blasé. Je reste enthousiaste. Je ne comprends pas le désespoir de certains journalistes qui disent: «Nous ne sommes plus si importants» ou «le web est en train de nous rendre inutiles». Le journaliste, et le journalisme, sont essentiels en démocratie. Mais les journalistes et les éditeurs de presse doivent se demander quelle est le service ou la dimension dont ils seraient les dépositaires à peu près exclusifs.

La situation d’extrême concurrence avec le web obligerait ainsi les journaux à aiguïser toujours plus leurs profils et à se distinguer les uns des autres?

Je le pense. Cette situation oblige en tout cas à se poser la question de façon radicale: qui sommes-nous? Quelles sont nos forces et nos compétences? Avoir la réponse à ces questions suffira-t-il pour survivre? Nul ne le sait, mais en tant que journaliste, j’aurais tendance à dire que oui, dans la mesure où nos compétences sont indispensables à la démocratie. Et s’il s’avère que les gens ont un problème avec les journaux papier, et bien faisons en sorte que ce qui est imprimé soit tellement intéressant et passionnant que les gens conservent l’habitude de lire un journal papier. Le journalisme ne se réduit pas à la distribution ou à la diffusion, l’essentiel est encore et toujours le contenu.

Y a-t-il un profil type du lecteur de la *Weltwoche*?

Nous nous adressons aux personnes qui, quel que soit leur âge ou leur situation, veulent avancer. Pas aux personnes installées dans un *statu quo*, et je ne parle pas ici nécessairement du statut professionnel, car on peut très bien se satisfaire professionnellement de sa situation. Mais je parle de ces lecteurs qui veulent découvrir de nouvelles perspectives. Qui ne lisent pas les journaux pour être confortés dans leurs opinions ou s’en tenir à ce qu’ils ont toujours pensé et considéré pour juste et vrai.

En termes philosophiques, je parlerais de curiosité et de liberté de l’esprit, une caractéristique de la modernité issue des Lumières. Où le principe de la mobilité sociale, dans son acception libérale, est particulièrement mis en valeur: tu dois te cultiver toi-même, essayer de t’améliorer, et ne pas faire du surplace. S’il bénéficie en général d’une bonne formation, notre lecteur n’est pas nécessairement un universitaire, nous ne ne célébrons en rien je ne sais quel esprit académique ou apparatus. L’important, c’est la qualité, le niveau, la substance.

Y aurait-il là autant de critères qui permettraient de survivre à la concurrence?

En tant qu’individu, ce n’est qu’à travers la concurrence et la compétition que vous serez confronté à la réalité. Si la *Weltwoche* était le seul journal en Suisse, notre tirage serait tel que je pourrais exclamer: «On ne doit rien changer à rien!» Mais s’il y a mille autres journaux, alors évidemment la situation est différente. Mais notre tirage n’est pas si élevé que cela, et il a même tendance à baisser. Et c’est là, par la concurrence et la compétition, que je vais être confronté à la réalité. Et la réalité est que les gens décident en définitive eux-mêmes où ils vont dépenser leur argent, ce qu’ils font dans leurs loisirs, et qu’aujourd’hui la gamme des choix est énorme.

Vous vous en prenez régulièrement à l’État, et à ses divers vices institutions. Que lui reprochez-vous?

Au sein de l’État, vous avez toujours un problème de perception de la réalité, dans la mesure où il exerce un monopole. Même si, en Suisse, nous avons l’avantage, grâce à la démo-



ROGER KOEPL: «LE JOURNALISTE EST CELUI QUI CONTRIBUE À CONTREBALANCER LA TENDANCE DE L’HUMAIN À SE DRAPER DANS UNE INDIGNATION MORALE ET ÉMOTIONNELLE.» © KEYSTONE / GAETAN BALLY, 2012

cratie directe, de maintenir un certain lien avec la réalité. Non qu’il s’agisse d’attaquer la classe politique, ou d’en considérer les représentants comme indignes, ce qu’ils ne sont évidemment pas. Il s’agit plutôt d’une question de système, et de nature du système. On l’a vu en URSS, et Dieu sait s’il y a eu des gens intelligents dans ce régime, mais qui se sont fourvoyés à tel point dans leur rapport à la réalité, qu’ils n’ont laissé derrière eux qu’un champ de ruines.

Vous vous en prenez aussi à l’université? Pourquoi?

Elle est un ensemble fermé sur lui-même. De manière générale, les groupes éparpillés par la concurrence ont tendance à surréagir quand on les critique, c’est douloureux pour eux de se sentir remis en question. Peut-être que certains professeurs

par soi de gauche. Ici en Suisse, quelqu’un qui pense que l’État-nation n’est pas nécessairement un modèle dépassé et n’est pas d’avis qu’il faudrait rejoindre le plus vite possible l’UE, celui-là ne saurait être un intellectuel de gauche. Comme si l’intellectualité était définie d’abord par une orientation idéologique.

Vous voyez la *Weltwoche* jouant un rôle intellectuel?

Oui, encore que je ne veuille pas accorder non plus trop d’importance à ce concept. Ce rôle consiste à mettre en valeur, comme je l’ai dit, des manières non conventionnelles de pensée, à contre-courant du *mainstream*, en privilégiant d’autres points de vue que l’opinion dominante.

S’il fallait citer le thème ou le sujet le plus important à vos yeux depuis que vous êtes à la tête de la *Weltwoche*, lequel indiqueriez-vous?

Celui-ci: comment la Suisse doit-elle s’organiser ou être organisée de manière à ce qu’elle puisse, à l’avenir, maintenir son niveau de vie et garantir celui-ci, autrement dit comment rester un pays où le bien-être et la compétitivité sont au top niveau mondial? Le point qui m’intéresse est le lien entre notre système institutionnel et notre compétitivité économique. Raison pour laquelle il nous arrive de critiquer l’État et sa tendance à influencer sur la plupart des domaines de la vie et de la société, à faire des promesses aux gens qui ne pourront être tenues, en particulier les promesses sociales.

Notre attitude et notre ligne critique à l’égard de l’État contribue sans doute au fait que la *Weltwoche* est considérée comme une publication bourgeoise-libérale. Disons que c’est notre cadre idéologique, encore que je ne m’intéresse guère à l’idéologie en tant que telle, même si, dans le même temps, l’idéologie peut aussi être fascinante, c’est pourquoi je lis volontiers le philosophe *liberal*, au sens américain du terme, Richard Rorty, ou des philosophes de gauche comme Jürgen Habermas.

Quel est votre avis sur la question de la relation de la Suisse à l’Europe?

Si la Suisse adhérerait, aujourd’hui, à l’UE, serait-ce bénéfique, ou non, pour le pays? De mon point de vue, la réponse est non, ce serait pure folie, car la Suisse renoncerait à tous les avantages liés à la réussite de ses institutions. Des institutions et une organisation politiques liées pour beaucoup aux communes et aux cantons, où se prennent la plupart des décisions.

On entend parfois des voix qui s’élèvent, aussi parmi ceux qu’on appelle les intellectuels, pour dire que la Suisse manque de direction ferme et d’orientation générale. Qu’en pensez-vous?

Au contraire, la Suisse possède un excellent modèle de conduite politique. Celui d’un Souverain, soit le peuple et les cantons, qui se dirige lui-même. C’est le Souverain qui adopte les lois et a le dernier mot. Grâce à cela, on peut empêcher, du moins en partie, que la politique et l’État agissent à l’encontre de l’intérêt des citoyens. Quand le citoyen s’organise lui-même, au sein d’une petite unité, et qu’il en est lui-même responsable, le risque de le voir mener une politique contraire à ses intérêts est minime. Le système s’ancre au cœur des réalités existentielles. C’est le secret du modèle politique suisse.

Quel est l’origine de ce modèle?

J’ai une théorie très simple et banale à ce sujet, que d’ailleurs je n’ai pas inventée: la Suisse a été un pays pauvre, c’est-à-dire sans matières premières ni colonies, ne vivant que de la sueur et du travail des personnes qui sont sur son territoire, et cela d’où qu’elles viennent. Le chemin de notre pays part de la pauvreté vers le travail, puis vers la propriété. Ce qui veut dire que nous aspirons à un régime de propriété, et que nous voulons ériger nous-mêmes les lois qui régissent les biens de chacun, en évitant que je ne sais quel prince ou roi, ou une personne très riche et influente, en dispose à son gré. La démocratie directe et le fédéralisme reflètent bien cette évolution, y compris ce que j’appellerais la fragmentation du pouvoir politique tellement typique du régime suisse. C’est là je crois notre grand avantage par rapport aux pays européens, et c’est là aussi que réside le conflit de fond avec l’Union européenne.

Un conflit irréductible à vos yeux?

L’Union européenne fonctionne de manière diamétralement différente de la Suisse, ses politiciens occupent un tout autre rang dans la société. Disons que l’Union européenne est très fortement orientée du côté de l’intérêt de ses politiciens et de

ses fonctionnaires, beaucoup plus que de celui de ses citoyens. La vraie question politique, pour moi, est là, et non dans les diverses interprétations que donnent nos partis sur tel ou tel point particulier. Le reflux des problèmes tels qu’on les l’observe dans divers pays de l’UE, où la démocratie est représentative et où les politiciens, grâce à leur puissance et leur pouvoir, peuvent se mettre d’accord entre eux pour considérer tel ou tel sujet comme important et tel ou tel autre comme ne l’étant pas, est impossible en Suisse. La structure du pouvoir suisse est meilleure et plus efficace que la structure du pouvoir européenne – laquelle, sans doute, doit évidemment aussi apporter des avantages à ses membres, faute de quoi ils n’y participeraient pas.

L’UE a une structure à pente verticale, certains disent catholique, sinon même papiste avec ses commissaires comme des archevêques, alors que la Suisse cultive une structure plutôt horizontale du pouvoir. Partagez-vous ce point de vue?

Oui, et de ce point de vue, à mon avis, l’UE serait une forme sécularisée du Saint-Empire romain germanique, une idée impériale millénaire, l’aspiration à l’unité européenne comme puissance mondiale. On peut trouver des traces de tout cela aussi quand des politiciens européens en appellent à l’union pour tenir tête aux Chinois et aux Américains.

Pour revenir à la Suisse, et à ses atouts, votre dossier sur la Suisse romande, considérée comme la «Grèce de la Suisse» n’a pas fait plaisir à tout le monde du côté de Genève et de Lausanne...

... en fait nous aurions plutôt dû écrire cela des Bernois, qui eux sont peut-être les vrais «Grecs de la Suisse»... (*sourires*).

Quel enseignement tirez-vous de cette polémique?

Un enseignement? C’est la question qui posée aujourd’hui au sein de l’UE, celle de la vérité des coûts et des rendements, de la péréquation financière entre les États. Que coûte ceci, qu’apporte cela, quel est l’apport de celui-ci et de celui-là, combien reçoit celui-ci et celui-là? Il y a en Suisse, de ce point de vue, de grandes différences de mentalité, même si elles ne sont pas aussi grandes qu’au sein de l’UE. C’était notre idée de départ, aller voir ce qu’il en est, et avec l’expression «Grecs de la Suisse», on a bien sûr choisi la provocation, mais il s’agit d’une provocation affectueuse, s’en prenant au tabou selon lequel, en Suisse, une région linguistique, et en particulier la plus grande, donc la partie alémanique ne doit pas critiquer les autres.

En Suisse romande, on a affirmé, et j’ai de la compréhension pour cela, que le style n’était pas très bien choisi et qu’il était de mauvais goût, parce qu’en Suisse, cela ne se fait pas, la Suisse étant un pays dont la cohésion se base sur le fait que nous nous laissons tranquilles les uns les autres. Un Romand ne vient pas me dire ce que je dois faire à Zurich, et viceversa. Notre dossier a un peu été une attaque contre l’entente cordiale confédérale, on était persuadés que, puisqu’il s’agissait de faits intéressants et susceptibles d’inspirer des discussions, il en valait la peine. Nous avons aussi invité dans le journal des personnalités de Suisse romande qui ont contredit notre postulat de départ. L’important, à mes yeux, c’est la discussion que ce dossier a suscité. Évidemment toujours sur la base d’un respect mutuel, y compris parfois aussi d’une certaine admiration, parce qu’à Zurich, ce n’est pas non plus toujours aussi agréable qu’en Suisse romande, vous savez... (*sourires*).

Dernière question, Roger Koeppl. On entend parfois que Christoph Blocher et quelques-uns de ses amis politiques exerceraient une influence sur la *Weltwoche*, et que vous ne seriez en réalité pas le seul propriétaire du journal...

Ces rumeurs sont infondées. J’ai financé la *Weltwoche* à l’aide de toute ma fortune et d’emprunts bancaires. Il n’existe pas de participants invisibles ou cachés dans l’affaire. J’en suis le seul et unique propriétaire.

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-CHRISTOPHE AESCHLIMANN
À ZURICH



HOMEWORK, 2013. 1560 x 800 mm

Designer: Tomas Kral (*1979) www.tomaskral.ch

Une table de travail dressée pour être encore plus fonctionnelle. Une nappe posée sur une table et repliée sur les bords pour créer une extension, une boîte à outils pour stocker des documents, des objets, des photos, dont vous avez besoin ou simplement envie pour travailler.

Edition: Super-ette, www.super-ette.com / Photo: Felipe Ribon

Atelier, la rubrique qui donne carte blanche aux créateurs d'ici et ailleurs /

La paire de famille

Dans son dernier livre, *Le jour où j'ai rencontré ma fille*, Olivier Poivre d'Arvor, directeur de France Culture, raconte qu'après avoir découvert sa stérilité, il a entrepris des démarches pour adopter une jeune fille originaire d'Afrique. Pas facile pour un quinquagénaire célibataire sous le quinquennat de Sarkozy.



OLIVIER POIVRE D'ARVOR: «L'HOMME NE SE DÉCLARE PAS STÉRILE.»

© CHRISTOPHE ABRAMOVICZ / RADIO FRANCE 2013

Il a quelque chose d'intimidant. Quand Olivier Poivre d'Arvor vous fait entrer dans son bureau de la Maison de la Radio à Paris, il vous regarde droit dans les yeux. Sans doute faut-il y voir la marque de l'homme de pouvoir qui depuis 2010 dirige France Culture. Mais s'arrêter à cela serait un peu court. Le temps d'une interview — un peu plus d'une demi-heure — voilà que les mêmes yeux trahissent maintenant une très légère ironie. Il en faut assurément avant d'entamer un interminable chemin parsemé d'embûches: celui de l'adoption d'une fille, qui plus est en Afrique. De cette expérience, Olivier Poivre d'Arvor en a tiré un récit haletant et instructif à bien des égards: *Le jour où j'ai rencontré ma fille*.

Instructif d'abord sur son auteur, qui se met véritablement à nu dans ce livre. Il y confesse en effet sa stérilité, terme générique évoquant

une oligoasthénospermie doublée d'une tétra-spermie. En clair: des spermatozoïdes produits en trop petit nombre et mal formés ayant, en outre, une mobilité réduite. «L'homme ne se déclare pas stérile», dit Olivier Poivre d'Arvor. «Dans l'histoire du monde, de France, de la Suisse, dans la mythologie, il n'y en a pas. Il y a toujours des couples stériles, des femmes stériles. Il n'y a pas d'hommes. En tout cas, je n'en connais pas au moment où nous parlons qui m'ait dit les choses aussi simplement.»

La route d'Olivier Poivre d'Arvor croise un jour celle du professeur Niels Skakkebaek, directeur de recherches au Rigshospitalet de Copenhague. Dans un article du *British Medical Journal*, il affirme que «les problèmes de l'appareil reproducteur masculin sont aujourd'hui potentiellement aussi graves que le réchauffement climatique». Ce qui inspire à

Poivre d'Arvor la remarque suivante: «Qu'en cinquante ans, comme ce chercheur l'affirme, la concentration en spermatozoïdes soit passée en moyenne de 113 à 66 millions par millilitre, baissant ainsi de près de 50% est spectaculaire.» La mise à nu d'un directeur stérile d'une radio qui se veut créative est totale.

SUR LES TRACES DE KIRKEGAARD

Est-ce à dire qu'Olivier Poivre d'Arvor ne se préoccupe que de sa personne dans son livre? Assurément non. Le directeur de France Culture parle avec reconnaissance de deux hommes, Marcello et Pierre, qui, en Afrique, lui tendent chacun la main. Du premier, il est dit qu'il possède une importante agence de voyage. Du second qu'il était en faculté de philosophie avec l'auteur: «Il avait participé à tous mes pèlerinages, sur les traces de Nietzsche et de Kirkegaard, à Sils Maria comme à Aarhus, et il avait longtemps milité chez les trotskistes, avant d'en être exclu parce qu'il passait son temps à draguer les jeunes mecs de sa section.» À moins d'être un familier de l'auteur, il faudrait longtemps chercher l'identité véritable de ces deux frères humains. Tous les noms ont en effet été changés.

De ce récit s'impose une conclusion: Olivier Poivre d'Arvor apparaît bien plus comme un homme de tribu que de réseaux. «Je trouve les réseaux sinistres. Homme de tribus? Oui, si seulement elles sont constituées d'individus qui se reconnaissent un peu dans l'ombre, la nuit, qui partagent des émotions mais qui n'ont pas un désir de prendre le pouvoir. Les tribus, pour moi, ce sont des gens qui se regroupent par affinité, amitié, solidarité.» Si Marcello et Pierre reviennent souvent dans son récit, ils n'en éclipsent pas pour autant les

«Les problèmes de l'appareil reproducteur masculin sont aujourd'hui potentiellement aussi graves que le réchauffement climatique.»

NIELS SKAKKEBAEK
DIRECTEUR DE RECHERCHES
AU RIGSHOSPITALET DE COPENHAGUE

autres, au rang desquels se trouve Patrick, le frère de l'écrivain. «Mon frère fait partie de cette tribu qui m'a été donnée génétiquement. Mais au-delà de cela, c'est quelqu'un de généreux, de très sensible, émotif et fragile aussi. Il a toujours été là quand il le fallait. Depuis toujours, à vrai dire.» À coup sûr, il faudrait du temps pour énumérer tous ceux qui, de près ou de loin, ont été au contact d'Olivier Poivre d'Arvor durant cette aventure.

Ce jour-là, dans son bureau parisien, quelques minutes après le début de l'interview, le directeur de France Culture lâche: «C'est vrai, j'ai rencontré des gens magnifiques qui m'ont aidé à garder ma fille pendant deux ans et demi alors que nous nous étions déjà rencontrés et que je souhaitais la faire venir en France. Ce n'était pas possible: je n'avais ni l'agrément, ni le visa, ne serait-ce que pour

passer quelques jours de vacances. Ces gens l'ont accueillie et éduquée pendant toute cette période-là. Il y a eu ces rencontres et puis il y a eu deux ou trois éléments très perturbants.»

L'un des ces éléments perturbants a un nom dans le livre: Marcel Le Veilleur, consul de France à Lomé, «connu pour aimer boire et taquiner les filles du pays». En découvrant ce qui suit, le lecteur n'a aucune peine à comprendre pourquoi les identités ont été modifiées. «Marcel Le Veilleur ne devait pas s'aimer et n'aimait guère les autres. Ce n'était vraiment pas le profil idéal pour occuper une fonction qui était la sienne (...). L'homme par qui passent toutes les demandes de visas de Togolais ou d'autres nationalités. Un homme central donc. Sa centralité, Marcel Le Veilleur la tenait de son corps lourd gras, de sa taille élevée, de cette silhouette épaisse et emballée dans un costume identique chaque jour de l'année.»

Invité à entendre ces lignes lues par l'intervieweur, Olivier Poivre d'Arvor lance avec une pincée d'espièglerie et de colère contenue: «Évidemment, les éditeurs craignent les procès et ils ont raison. Mais c'est exactement lui, j'espère bien qu'il va se reconnaître. Oui, j'avais ce personnage en ligne de mire. Étant moi-même diplomate, je sais comment on peut dire non élégamment. Et la manière dont cet homme a traité mon cas, mais, à travers le mien, des centaines d'autres avec beaucoup d'ostracisme, une espèce de jouissance à l'idée que l'adoption ne fonctionne pas, ne puisse pas se réaliser, avec une méfiance systématique pour l'idée qu'un homme de cinquante ans puisse adopter une petite fille de sept ans malgré les enquêtes menées sur mon compte pour vérifier que je n'étais pas dangereux.»

SARKOZYSME EN TOILE DE FOND

La personnification du fonctionnaire tout puissant et bien peu reluisant, semble-t-il, soulève un autre thème du récit. *Le jour où j'ai rencontré ma fille* n'est sans doute pas un livre politique, mais il a aussi en toile de fond le sarkozysme. «Le Président (...) avec son calamiteux discours de Grenoble de l'été 2010, et ses ministres de l'Intérieur, calculettes à la main et champions de la reconduite musclée, en rajoutaient à loisir avec leur politique du chiffre.» Déjà difficiles, les conditions d'adoption deviennent encore plus corsées. N'est-ce pas un peu exagéré d'imputer à un seul homme cette politique de fermeture?

L'auteur se justifie en affirmant qu'il en a été le témoin: «N'étant plus diplomate, je n'avais plus de passeport spécial. J'étais dans la file, avec tout le monde, surtout des gens du Sud. Ma fille est née africaine avant d'être naturalisée française. J'ai donc vécu cette expérience. Il faut la vivre pour comprendre ce qu'est le monde. Je peux comprendre que la sécurité des uns et des autres amène à des mesures visant à limiter la circulation de personnes, mais en même temps notre séjour sur terre est trop court pour que l'on ne puisse pas faire l'expérience du monde.»

Montré du doigt lors du premier tour des primaires socialistes en France pour avoir pris position en faveur de Martine Aubry avant de déclarer qu'il voterait pour François Hollande à la présidentielle, Olivier Poivre d'Arvor se met donc encore à nu. Et enfonce même le clou sur l'immigration illégale: «Il faut vivre sur ce continent africain pour comprendre. Comprendre ces hommes et ces femmes, clandestins, qui inventent toutes sortes de trajets pour arriver jusqu'à nous dans des conditions épouvantables. Nous avons un devoir, nous

humains — je ne parle pas des politiques, c'est autre chose, je ne suis pas en charge — de solidarité. Pendant cette période-là, période très politique, j'ai trouvé que la France était trop fermée. Le problème, ce n'est pas tant l'immigration que le déclin général du pays. C'est plutôt une question de relance de l'économie.»

NOUVEAUX APPARENTEMENTS

Et pourtant, malgré tous les obstacles, l'entreprise est un succès. La petite Amaal — son prénom aussi a été changé — va pouvoir poursuivre sa vie en France avec son papa qui endosse en fait deux rôles à la fois: «Je suis désormais père et mère et je vais devoir assurer.»

C'est une phrase importante du livre, sinon centrale. «Merci de le souligner. C'est aussi la conclusion à laquelle je suis arrivé presque malgré moi. Il se trouve que, durant toute cette période-là, ma mère a joué un rôle important. Elle qui s'inquiétait toujours de ne pas me voir me reproduire a rencontré ma fille juste avant de mourir d'un cancer du sang. Le jour où elle est décédée, je suis effectivement devenu père et mère. En fait, je crois beaucoup à ces nouvelles familles, ces nouveaux apparentements. Je ne crois pas forcément à la vertu absolue — pardon pour tous ceux qui ont cette vision — du père, de la mère et de l'enfant, de cette trinité-là. C'est un mode très respectable, respecté et extrêmement majoritaire, mais je crois aussi à ces tribus-là.»

Amaal, petite française d'origine africaine, souhaite très vite ajouter un prénom à son état civil. Le choix se porte sur Marie. Seul pro-

disent d'autres parents quand ils parlent de leur enfant. Elle construit avec son père un quotidien qui ressemble à des millions d'autres et donne l'image d'une France qui change, n'en déplaçant aux avocats de «la tradition». Ces mêmes pousseraient sans doute des cris d'orfraie à l'écoute d'Olivier Poivre d'Arvor évoquer le mélange religieux familial: «Ancien élève des jésuites, mais d'origine juive peu assumée par mon père, j'ai aimé l'idée de fonder une tribu enfin œcuménique, libérée de l'appartenance à toute confession. L'arrivée dans ma vie d'une petite Amaal noire et musulmane a balayé d'un revers de main tout ce fatras de bondieuseries dans lequel nous avions été élevés, à ce moment d'une France maladeivement repliée sur elle-même, son déclin, sa rancœur généralisée et les valeurs de ses ancêtres dont ne font évidemment pas partie, aux yeux des nostalgiques de l'empire et autres fatigués du sens, les cinq à six millions de musulmans français.»

Depuis ces lignes, Faïza a émis le souhait de faire sa *bar-mitsva*. Ce sera peut-être sa communion solennelle si elle «rencontre» l'Église catholique ou bien rien du tout si, comme le dit son papa, «elle devient une bonne laïque, républicaine». Olivier Poivre d'Arvor formule en tout cas le souhait qu'elle parle plusieurs langues. Et qu'importe les difficultés à venir que d'aucuns ne cessent de lui prédire «surtout à l'adolescence. Moi, tout simplement, je

demande un droit à l'indifférence. De toute façon, c'est trop tard: ma fille est ma fille. Et je suis son père». De tels propos seraient-ils tenus aussi à France Culture? «Il y a toujours une gêne qui suit un petit élément d'admiration. On vous dit que vous êtes courageux alors que vous ne l'êtes pas du tout. J'essaie juste d'être honnête avec moi-même et dire les choses telles qu'elles sont, y compris quand je parle de stérilité.»

Homme stérile aux propos féconds, Olivier Poivre d'Arvor remercie l'intervieweur, le accompagne à la porte avant de retourner à sa fonction de directeur d'une station de radio qui souffle cette année ses cinquante bougies. Il va poursuivre son parcours qu'on imagine volontiers difficile, même si les obstacles sont certainement d'une autre nature que ceux de l'adoption. Mais il n'a peut-être rien à craindre. Depuis cette expérience africaine, il porte toujours un *dzoka*, sorte de bracelet gri-gri, fait de petits morceaux de bois attachés ensemble, récupéré par Faïza chez ses oncles. Objet du rituel vaudou, très présent au Bénin et au Togo, il est censé éloigner les mauvais esprits de ceux qui veulent être heureux, se marier... ou avoir des enfants.

WILLIAM IRIGOYEN

Olivier Poivre d'Arvor, *Le jour où j'ai rencontré ma fille*, Éditions Grasset, Paris, 2013.

PUBLICITÉ

LE ST-GERVAIN THEATRE

www.saintgervais.fr

UN AUT-OMNE À ST-GERVAIS

19 STAN | L'Alakran
Angélica Liddell | Michel Deutsch
Dominique Ziegler | Omar Porras

CAFÉ NOIR

«SHOE SHINE»

Rester dans la bande rugueuse et avancer sur le fil, les pieds qui regardent toujours en avant, même quand ils reviennent en arrière. «Café Noir», cinquième.

Ça commence avec un oiseau, ça finira avec une chaussure. Ciel et terre.

Pendant quelques instants, on reste suspendu dans le bleu, dans l'œil d'un goéland planant sur l'Upper Bay et les collines d'immondices transportées par bateaux du continent à Staten Island. Des centaines d'oiseaux suivent les déchets, fouillent à l'intérieur des sacs en plastiques. Moins noble que la chasse au poisson. Les Indiens sont morts hier: c'est que l'Homme corrompt la nature, on connaît la chanson.

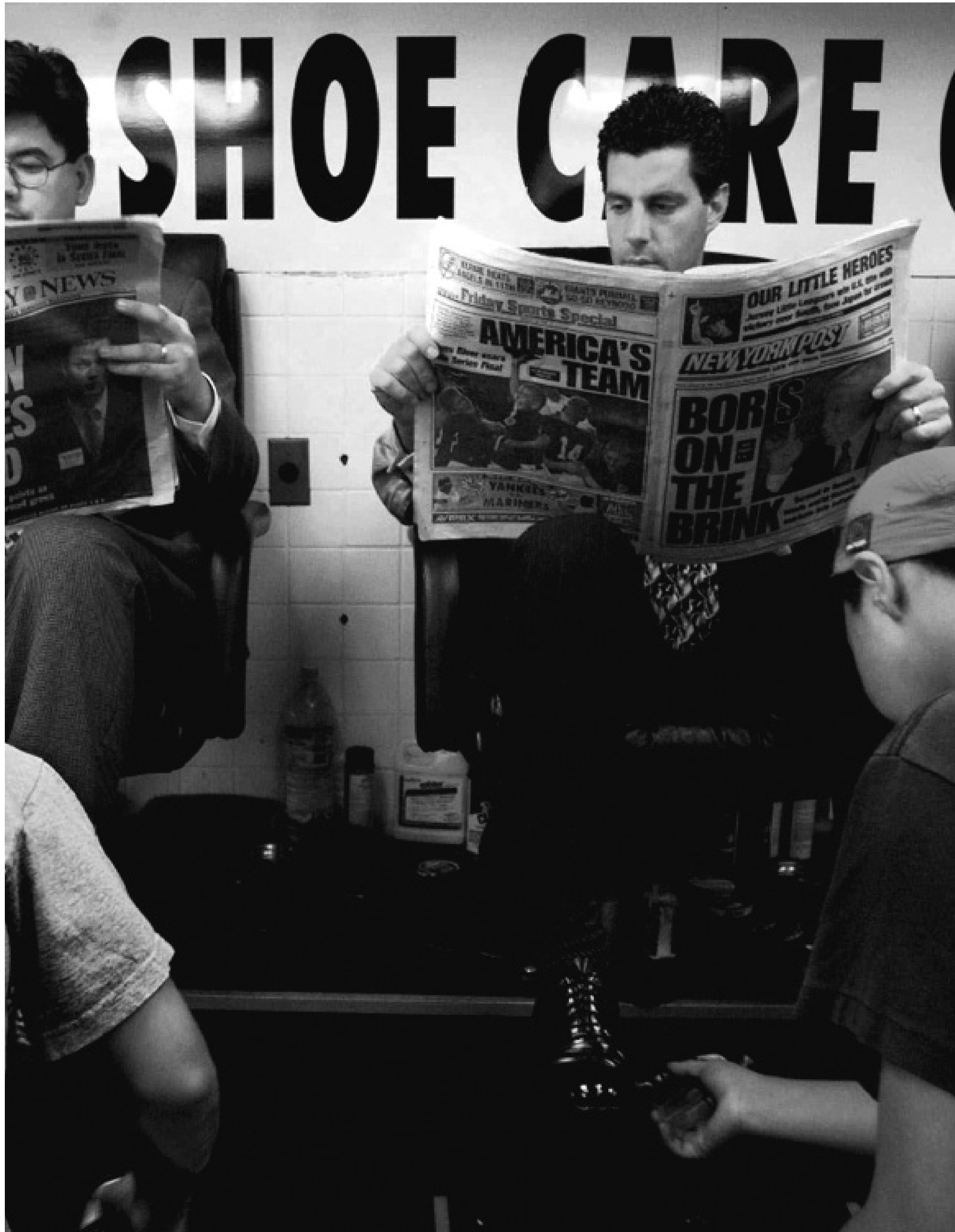
Une chanson triste. La courbe descend et pâlit. Bientôt, on ne verra plus que des pointillés, il faudra relier les espaces vides, recomposer le dessin pour se souvenir comment c'était avant.

Ça commence avec un oiseau, ça finira avec une chaussure. Ciel et terre.

Au milieu, l'immondice. Dans l'œil du goéland, c'est un lundi ensoleillé et froid. Comme son frère du dimanche où j'ai flâné dans Harlem, les doigts enfilés dans les mitaines et les mitaines au fond des poches. Café, cigarette. Café noir, on y revient, c'est notre blues, la mélodie âcre trottant dans la petite âme qui nous constitue. Je me suis réchauffé dans une église, messe baptiste ou méthodiste, peu importe. Je les ai entendu chanter, encore un peu et j'aurais cru en Dieu, moi aussi. J'ai marché encore dans le froid vivifiant devenu mortifère. *Soul Food* dans un restau aux vitres embuées, où je devinais la rue et ses passants se hâter tête basse, col du manteau relevé. J'ai pensé à Joan, la fille du premier soir, la serveuse avec laquelle on a échangé nos corps. J'ai pensé à Molly et à sa main atrophiée qui me branlait, putain si je me sentais seul.

Putain, si j'étais seul. J'avais mon intermède du dimanche avant le boulot du lundi. Je me suis dit que toute ma vie serait comme ça, elle suivrait dans l'indifférence d'une déchéance programmée. Dis, Dieu, puisqu'on vient de passer en moment ensemble: ce sera toute la vie comme ça? Trimer beaucoup pour de ridicules espaces à soi? Ce serait donc comme une prison — plus vaste — mais une prison quand même? Où est le plaisir? Où est la joie? À travers la vitre embuée et dans l'odeur de friture, il se pose pour moi deux problèmes existentiels qui, en réalité, sont très concrets: aucun travail ne m'intéresse, je n'ai pas de racines. Autrement dit: je voudrais travailler dans le plaisir, je voudrais un endroit qui serait chez moi. Traverser l'océan, c'est la fuite en avant. Tout ce que j'ai trouvé pour couper la routine, espérer autre chose. Peut-être que l'amour serait la solution, mais l'amour est un piège à cons. L'amour te fait accepter ce que tu refuserais si tu étais seul. L'amour vient avec l'apaisement, pas avec la jeunesse. Quand on est jeune, il faut être égoïste. Trouver son chemin est un acte solitaire. Même si maintenant je m'en mords les doigts, même si mon dimanche est un nid de cafards. Je vais résoudre tout cela en repoussant les échéances et les questions supposant les lignes de vie. Le dimanche mourra dans le whisky et la musique jouée dans un bar, c'est déjà pas mal, si on y pense. Et si les dieux de la baise seront cléments, peut-être y aura-t-il une femme. Un corps, avec de l'amour tout petit, le temps du sexe, du plaisir qui pour moi n'est pas éphémère — comme s'il existait des plaisirs éternels — puisqu'il dure dans ma mémoire, le seul endroit où je stocke et j'accumule.

Le ciel et la terre.
Le problème est l'immondice.



LE COIN LECTURES

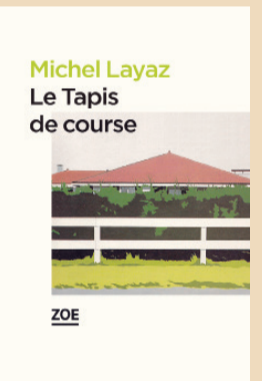
Ces libraires de Suisse romande qui vous donnent envie de lire



Sorj Chalandon, *Le quatrième mur*, Éditions Grasset

Un peu militant, un peu théâtral, avant tout jeune et plein d'idées, Georges traverse la vie entre engagement politique et vie de famille. Jusqu'au jour où son ami Sam, metteur en scène mourant, lui transmet son projet, jouer *l'Antigone* d'Anouilh à Beyrouth; un acteur pour chaque camp, des ennemis unis pour une «trève poétique». Le 10 février 1982, Georges s'envole pour le Liban afin de réaliser le rêve de son ami...

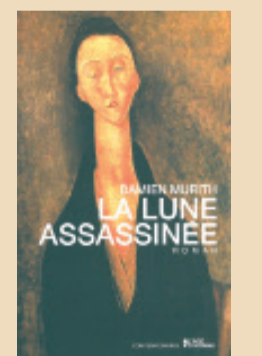
Librairies La Fontaine — Lausanne
Tél. 021 693 51 04
www.livres.ch



Michel Layaz, *Le Tapis de course*, Éditions Zoé

Le dernier livre de Michel Layaz est excellent, dans un style juste et concis, il nous emmène dans la vie d'un «pauvre type». Cette insulte prononcée par un ado dans une file au supermarché trouble l'équilibre routinier et l'égoïsme exacerbé de cet homme qui chaque jour, pour éviter que son monde ne bascule, se raconte dans son téléphone portable. Peu à peu, il retrouvera son humanité.

Librairie l'étage — Yverdon
Tél. 024 425 10 41
www.l-etage.ch



Damien Murith, *La Lune assassinée*, L'Age d'Homme

Un lieu imprécis, un décor austère, que l'on sait rural, une action rythmée sur celui des quatre saisons. Quatre personnages forment l'intrigue d'une histoire somme toute banale. Une femme délaissée par son mari, sous le regard d'une belle-mère malveillante. L'atmosphère est chargée de non-dits et de rancœur. Construite comme un puzzle, l'histoire nous emmène au drame, presque libérateur pour le lecteur. Un premier roman concis, aux chapitres brefs, qui se lit d'une seule traite, le souffle retenu.

Librairie Page d'encre — Delémont
Tél. 032 423 23 63
www.page-d-encre.ch

Tout ce qui pollue entre l'idéal et soi-même. L'immondice, ce sont les obstacles, ce sont les autres, ce sont les idées reçues, ce sont la paresse et le manque de courage.

L'inertie.

Ça commence avec un oiseau, ça finira avec une chaussure. D'ailleurs, on s'approche. Dans le temps et l'espace du lundi matin, on y revient. Le goéland a quitté le ciel et s'approche de l'eau. Il passe au-dessus du ferry, tourne sur lui-même et se pose sur le bastillage.

Une pause.

Et son œil nous voit.

Le petit homme agenouillé à mes pieds et moi assis sur un siège en formica dans une encoignure de la salle arrière, ouverte aux courants d'air et aux relents de gazole.

L'oiseau est arrivé à la chaussure. Qui est une botte, la miennne, posée sur un escabeau. Le petit homme a enduit le cuir de cirage, maintenant il frotte avec un chiffon, puis ce sera au tour de la brosse à reluire. De temps à autres, il lève la tête, me sourit. C'est Giacomo, devenu Jack, un paisà, comme il dit. Je comprends mal ce qu'il dit à cause du mélange de dialecte des Abruzzes — qui n'est pas le mien — et d'un anglais banal. Je capte qu'il a deux fils faisant des études, qu'il est ici depuis quarante ans, témoin d'une époque révolue. Ses mains travaillent vite, il ne comprend pas pourquoi les gens sont devenus réticents à se faire cirer les pompes. Ils croient, à tort, que c'est humiliant pour lui et avilissant pour eux alors qu'ils font bien pire avec leur patron chaque matin.

Jack aime lustrer les chaussures, il dit que c'est important, que l'état de propreté d'une chaussure en dit long sur l'homme qui la porte. Il me parle d'hommes parce que les femmes sont plus rares. À cause des jupes, il me dit, en tout cas à l'époque, mais surtout à cause des baskets. Les baskets sont la plaie, la fin de son métier.

Dernier des Mohicans.

Ma seconde botte est terminée, je lui donne un billet. Il se relève et, ce faisant, effraie le goéland qui se détache du parapet. Je suis l'oiseau du regard, le perds parmi ses semblables alors qu'on croise un bateau poubelle et sa colline de déchets multicolore.

La plupart ne chassent plus.

La plupart attendent leur repas sous cellophane.

Le petit homme m'arrive à peine à l'épaule. Ses jambes arquées tiennent le roulis, solides, campées.

C'est quoi ton métier?

C'est où ton pays?

Nos yeux se le demandent.

Il y a le ciel et la terre.

Le vent et les arbres.

Les fleuves et la mer.

Qu'est-ce qu'on s'en fout de le savoir?

Ton métier est ce que tu fais.

Chez toi, c'est où tu vas souvent,

Là où tu connais les gens.

JOSEPH INCARDONA

La XIe Nuit du court ouvre la porte de la chambre, huis clos intime des rapports sociaux

Le festival suisse du court métrage propose une section intitulée *D'une chambre à l'autre*, où cinq auteurs réalisent une incursion dans ces quatre murs où l'érotisme et les fantasmes peuvent renverser l'ordre des choses.



CHAMBRE 69, DE CLAUDE BARRAS © DR

Avez-vous déjà eu le sentiment de voyager dans un huis clos? C'est ce que nous propose la Nuit du court, lors de sa XIe tournée, du 4 octobre au 22 novembre 2013. Cinq courts ont été sélectionnés sous le thème de «la chambre», lieu où se jouent des jeux de pouvoir et se consomme une exploration des désirs et des frustrations.

Dans *Chambre 69*, Claude Barras fait jaillir l'érotisme dans un motel surgi au milieu de nulle part. Mais un érotisme travesti, qui fait appel à des «objets du désir», comme la poupée gonflable que le protagoniste invite dans son lit. Mais, coup de théâtre, cette même poupée s'anime et quitte la chambre avec, sous le bras, l'homme devenu à son tour une poupée gonflable... Une histoire loufoque de transferts d'identité.

Le scénario original a été imaginé par Germano Zuffo, écrivain et poète, le design inventé par son épouse Albertine. «Ce film est le premier d'une série de petits films érotiques», se confie le réalisateur qui exprime dans *Chambre 69* le côté comique, voire absurde, de la sexualité. Pas étonnant que l'auteur ait choisi la technique de l'animation *stop motion*, doublée de la technique de l'ellipse, qui consiste à suggérer une action en montrant simplement ce qui se passe avant et ce qui est observé après. «Les choses ne se passent pas à l'image, mais au son», explique Claude Barras. Le spectateur est guidé par une *voix off*. Il doit alors faire appel à son imaginaire pour reconstituer la scène de sexe.

L'érotisme atteint en revanche un degré zéro dans *Zimmer 606* de Peter Volkart. Ce designer graphique, fasciné par l'auteur japonais

Haruki Murakami et ses univers parallèles, nous conduit dans un hôtel miteux et plus précisément dans la 606, chambre mansardée pas tout à fait comme les autres. Jonathan Fisch, voyageur de commerce et représentant en «yeux de verre», s'apprête, sans le savoir, à passer une nuit étrange qui commence un soir d'automne et se termine au printemps. À la tombée du jour, de mystérieux personnages apparaissent derrière les murs de la pièce... Un film fantastique où les références à Georges Méliès, George Orwell, ou plus récemment Terry Gilliam et David Lynch, sont nombreuses sans être envahissantes.

On découvre ainsi un monde parallèle peuplé de personnages énigmatiques en miniature. «Je consacre une grande attention pour tous les petits détails qui plaisent au public», explique le réalisateur, habitué des festivals fantastiques. Une mécanique bien huilée où chaque individu porte un numéro comme seule identité. «La scène se situe quelque part en Europe de l'est. On se sait pas où précisément. Entre les années 1950 et 2010», raconte Peter Volkart, fasciné par l'ex-Union soviétique et le monde normalisé derrière le rideau de fer. Une fausse liberté presque dictatoriale.

GÊNE SOCIALE

L'intrusion dans la vie privée est au cœur du film *Buumes* de Martin Guggisberg, passionné de comédies, de bandes dessinées et de questions sociales. Le huis clos se déroule au sein de l'appartement des Stettlers où l'atmosphère devient irrespirable, lorsque leurs voisins, les Baumann, prennent racine chez eux. La po-

litesse et la bienséance inhibent le comportement des «logeurs» qui subissent une perte totale de leur intimité. Le réalisateur pousse à son paroxysme la gêne sociale et nous interroge sur nos limites dans l'acceptation du comportement d'autrui. Au cœur de sa satire sociale: le peuple suisse alémanique décrit comme «un peuple poli qui n'ose pas aller à la confrontation». *Schaurig schön*, on dit de l'autre côté de la Sarine...

La lutte des classes par la guerre des sexes éclate dans *Tempête dans une chambre à coucher*, des co-réalisatrices françaises Juliette Marchand et Laurence Arcadias. Ce tandem livre un film d'animation (*stop motion*, animation de poupées, ordinateur 2D/3D...) dans lequel Susan et Duayne, cherchant à retrouver le désir dans leur couple, décident de partir dans le désert. Après une dispute, ils écourtent leur voyage. En arrivant chez eux, ils surprennent deux employés de maison dans leur chambre à coucher. La genèse du film se situe à Baltimore, ville américaine rendue célèbre grâce à la série *The Wire* de David Simon.

Les réalisatrices sont frappées par la manière dont là-bas, les gens s'identifient à travers une communauté spécifique selon leurs origines géographiques ou leurs préférences sexuelles. «*American African community, Hispanic community, Gay community*, chaque groupe possède ses propres références culturelles et sociales. Ces différentes communautés arrivent à cohabiter et à s'identifier les unes par rapport aux autres, mais elles ne se mélangent pas vraiment. Donc, c'était notre point de départ, de bouleverser ses limites: *what if...?*», explique Laurence Arcadias, professeur au départe-

ment d'animation du *Maryland Institute College of Art and Visual Arts College*, à Baltimore.

La thématique sexuée et la sensualité des marionnettes sont au cœur de ce film qui est aussi une comédie. Chaque personnage reste très humain et attachant dans sa propre détresse — Susan la bourgeoise anorexique au cœur de midinette réalise que son mari est gay et que la vie est différente de ce qu'elle s'était imaginée; Consuela, la femme de ménage mexicaine ménopausée retrouve sa féminité refoulée en enfilant la chaussure sexy de Susan. «Nous voulions aussi rendre compte d'une réalité qui existe à Baltimore, le quartier riche de Roland Park habité uniquement par des Blancs, deux blocs plus loin, on est dans un quartier noir défavorisé, un peu plus au sud, c'est le quartier mexicain *middle class*. Tous ces quartiers se touchent et se déplacent en parallèle dans un ballet très orchestré aux heures de pointe pour aller au travail, c'est impressionnant», raconte cette française qui conserve encore son regard critique d'expatriée.

L'épilogue de ce court métrage qui a gagné des prix dans des festivals à Atlanta, Bilbao et à Clermont-Ferrand, est une référence au film japonais de Shohei Imamura, *De l'eau tiède sous un pont rouge*, où une femme fontaine est portée aux nues.

ELSA FLORET

* Le thème de la chambre est exploré dans un cinquième court, *No F***ing Around In Room 427*, une fiction anglaise, où Danny Sangra montre les conséquences fâcheuses que la vulgarité du langage peut infliger à notre intimité.

Retrouvez le programme complet de la XIe Nuit du court sur www.nuitducourt.ch